



## Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale  
4 mai 2016  
Français  
Original : anglais

### Réunion des États parties

#### Trente-cinquième réunion

New York, 23 juin 2016

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection, conformément aux articles 28 à 34 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de neuf membres du Comité des droits de l'homme en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2016**

### Élection de neuf membres du Comité des droits de l'homme, en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2016

#### Note du Secrétaire général

1. En application des articles 28 à 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la trente-cinquième réunion des États parties au Pacte se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 23 juin 2016 pour élire neuf membres du Comité des droits de l'homme à partir d'une liste de candidats présentés par les États parties (sect. II), en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2016 (sect. I).

### I. Membres du Comité dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2016

| <i>Nom</i>                                            | <i>Pays</i>                                            |
|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| M. Lazhari <b>Bouzig</b> <sup>a</sup>                 | Algérie                                                |
| M. Ahmed Amin <b>Fathalla</b> <sup>a</sup>            | Égypte                                                 |
| Sir Nigel <b>Rodley</b> <sup>a</sup>                  | Royaume-Uni de Grande-Bretagne<br>et d'Irlande du Nord |
| M. Víctor Manuel <b>Rodríguez-Rescia</b> <sup>a</sup> | Costa Rica                                             |
| M. Fabián Omar <b>Salvioli</b> <sup>a</sup>           | Argentine                                              |
| M. Dheerujlall <b>Seetulsingh</b>                     | Maurice                                                |

GE.16-07071 (F) 230516 250516



\* 1 6 0 7 0 7 1 \*

Merci de recycler



| <i>Nom</i>                                            | <i>Pays</i> |
|-------------------------------------------------------|-------------|
| M <sup>me</sup> Anja <b>Seibert-Fohr</b> <sup>a</sup> | Allemagne   |
| M. Yuval <b>Shany</b> <sup>a</sup>                    | Israël      |
| M. Konstantine <b>Vardzelashvili</b>                  | Géorgie     |

<sup>a</sup> Membre rééligible conformément au règlement intérieur du Comité.

## II. Candidats présentés par les États parties

2. Conformément au paragraphe 2 de l'article 30 du Pacte, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 18 janvier 2016, a invité les États parties à désigner, en application de l'article 29 du Pacte, les candidats qu'ils proposent à l'élection de neuf membres du Comité, au plus tard le 15 avril 2016. Tous les curriculum vitæ reçus au 15 avril 2016 figurent dans le présent document (voir annexe). Les candidatures reçues après cette date seront publiées sous la forme d'un additif au présent document.

3. Conformément au paragraphe 3 de l'article 30 du Pacte, on trouvera ci-dessous la liste alphabétique des candidats présentés à l'élection, ainsi que des États parties qui les ont présentés.

| <i>Candidat</i>                                             | <i>Présenté par</i>              |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| M <sup>me</sup> Tania María <b>Abdo Rocholl</b>             | Paraguay                         |
| M <sup>me</sup> Rhadys Iris <b>Abreu Blondet de Polanco</b> | République dominicaine           |
| M. Koita <b>Bamariam</b>                                    | Mauritanie                       |
| M <sup>me</sup> Ilze <b>Brands Kehris</b>                   | Lettonie                         |
| M. Bello <b>Bukhari</b>                                     | Nigéria                          |
| M. Sêgnitondji Isidore Clément <b>Capo-Chichi</b>           | Bénin                            |
| M. Osman <b>El Hajjé</b>                                    | Liban                            |
| M. Ahmed Amin <b>Fathalla</b>                               | Égypte                           |
| M <sup>me</sup> Alvina <b>Gyulumyan</b>                     | Arménie                          |
| M. Christof <b>Heyns</b>                                    | Afrique du Sud                   |
| M. Dodzi Komla <b>Kokoroko</b>                              | Togo                             |
| M <sup>me</sup> Marcia V. J. <b>Kran</b>                    | Canada                           |
| M. Sergiy <b>Kyslytsya</b>                                  | Ukraine                          |
| M. Cephas <b>Lumina</b>                                     | Zambie                           |
| M. Honoré <b>Mitshabo Tshitenge</b>                         | République démocratique du Congo |
| M <sup>me</sup> Rookmeenee Narainamah <b>Narayan</b>        | Maurice                          |
| M <sup>me</sup> Lalane Josiane <b>Ralaivaoarisoa</b>        | Madagascar                       |

---

| <i>Candidat</i>                          | <i>Présenté par</i>                                    |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| Sir Nigel <b>Rodley</b>                  | Royaume-Uni de Grande-Bretagne<br>et d'Irlande du Nord |
| M. Víctor Manuel <b>Rodríguez-Rescia</b> | Costa Rica                                             |
| M. Fabián Omar <b>Salvioli</b>           | Argentine                                              |
| M. José Manuel <b>Santos Pais</b>        | Portugal                                               |
| M. Marat <b>Sarsembayev</b>              | Kazakhstan                                             |
| M <sup>me</sup> Anja <b>Seibert-Fohr</b> | Allemagne                                              |
| M. Yuval <b>Shany</b>                    | Israël                                                 |

---

## Annexe\*

### **Tania María Abdo Rocholl (Paraguay)**

[Original : espagnol]

**Date et lieu de naissance :** 16 novembre 1978 à Asunción (Paraguay)

**Langue(s) de travail :** Espagnol

#### **Situation/fonction actuelle**

Conseillère juridique de la Commission des droits de l'homme (Chambre des députés) : élaboration d'avis et de projets normatifs, participation aux travaux d'instances interinstitutions et présentation de rapports nationaux et internationaux. Membre de diverses équipes et point focal pour l'outil mis au point par le Ministère des relations extérieures pour le suivi des recommandations faites au Paraguay par les organismes internationaux de protection des droits de l'homme (Système de suivi des recommandations).

#### **Principales activités professionnelles**

Conseillère juridique (Chambre des députés). Directrice générale des droits de l'homme (Ministère de la justice). Secrétaire exécutive du Réseau des droits de l'homme du pouvoir exécutif. Membre du Conseil consultatif de la Commission interinstitutions chargée de l'application des décisions et recommandations des instances internationales. Membre du Conseil national de l'enfance et de l'adolescence et de la Commission nationale des réfugiés. Membre du Comité de coordination et des équipes de rédaction et d'édition du premier Plan national en faveur des droits de l'homme de la République du Paraguay, ainsi que de l'équipe de travail sur le Système d'indicateurs des droits de l'homme (droit à l'éducation et droit à la santé). Membre plus d'une dizaine de fois des équipes de rédaction des rapports nationaux et des délégations dépêchées devant les organes des systèmes onusien et interaméricain de protection des droits de l'homme (détail dans le curriculum vitæ complet).

#### **Titres universitaires**

Maîtrise en droit de la famille (2007) ; diplôme de troisième cycle en droit civil : nullité, séparation et divorce ; diplôme de troisième cycle dans le domaine de l'enfance, de la protection de la personne et de l'adoption – faculté de droit, Université de Barcelone (Espagne). Diplôme de droit (2004) : faculté de droit et des sciences sociales, Université nationale d'Asunción (Paraguay) (voir les autres titres dans le curriculum vitæ complet).

---

\* Les curriculum vitæ n'ont pas été revus par les services d'édition. Les listes de publications sont reproduites dans l'appendice dans la langue dans laquelle elles ont été soumises. Les curriculum vitæ complets des candidats, tels que les ont soumis les États parties concernés, sont disponibles sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à l'adresse : [www.ohchr.org/EN/HRBodies/CCPR/Pages/Elections35th.aspx](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CCPR/Pages/Elections35th.aspx).

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate**

1. Élaboration de règlements : gestion des grèves de la faim ; stages universitaires dans des foyers d'accueil et des centres de privation de liberté ; accès à la justice des enfants et adolescents incarcérés.
2. Coordination des travaux d'équipes, mise en œuvre et réglementation : Programme « La femme en prison » en faveur des femmes et des enfants ; projet en faveur des personnes privées de liberté visant à la tenue des audiences par vidéoconférence ; modernisation de foyers d'accueil.
3. Élaboration de projets de loi : projet de loi relatif à la protection des enfants et des adolescents contre les châtiments corporels et les autres traitements cruels, inhumains ou dégradants ; modification de la loi sur la traite des personnes par introduction de la notion de « travail domestique des enfants » (enfants et adolescents) ; projet de loi relatif à la protection de la liberté d'expression et à l'exercice du journalisme ; et loi sur la promotion et la protection de la maternité et le soutien de l'allaitement.

**Rhadys Iris Abreu Blondet de Polanco (République dominicaine)**

[Original : espagnol]

**Lieu de naissance** : Saint-Domingue (District national)**Langue(s) de travail** : Espagnol et italien ; français et anglais (bonnes connaissances)**Formations suivies et titres obtenus**

Doctorat en droit (avec mention *cum laude*) – Université autonome de Saint-Domingue, Saint-Domingue (République dominicaine)

Diplôme de troisième cycle en droit pénal, criminologie et droit pénitentiaire – Université d'État de Rome (Italie)

Spécialisation en droit pénal – Université autonome de Saint-Domingue, Saint-Domingue (République dominicaine)

Diplôme de perfectionnement en politique internationale et en droit international – Université d'études sociales (PRODEO), Rome (Italie)

Spécialisation en études européennes – Institut Alcide de Gásperi, Rome (Italie)

**Autres formations suivies**

- Cours supérieur sur les droits de l'homme – Centre de Genève pour la promotion des droits de l'homme et le dialogue global, Palais des Nations, Genève (Suisse)
- Cours international de criminologie – Université La Sapienza de Rome (Italie)
- Colloque sur la justice pénale en République dominicaine – Université autonome de Saint-Domingue, Saint-Domingue (République dominicaine)
- Le système électoral dominicain – Université nationale Pedro Henríquez Ureña, Saint-Domingue (République dominicaine)
- Cours de formation diplomatique
- École diplomatique du Secrétariat d'État aux relations extérieures – Saint-Domingue (République dominicaine)
- Cours sur les voies d'exécution (la saisie) – Université pontificale catholique mère et maîtresse, Santiago (République dominicaine)
- Cours hispano-luso-américain – Université ibéro-américaine, Saint-Domingue (République dominicaine)
- Cours sur les droits de l'homme – Centre international pour l'enseignement des droits de l'homme dans les universités, Université René Cassin, Strasbourg (France)
- Cours sur les droits de l'homme – Institut international des droits de l'homme, Université René Cassin, Strasbourg (France)
- Séminaire international de victimologie et d'analyse des décisions – faculté des sciences juridiques et politiques/Institut de criminologie de l'Université autonome de Saint-Domingue, Saint-Domingue (République dominicaine)
- Deuxième cours international de criminologie – Institut latino-américain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants/faculté

des sciences juridiques et politiques/Institut de criminologie de l'Université autonome de Saint-Domingue, Saint-Domingue (République dominicaine)

- Premier séminaire sur l'intégration latino-américaine – Université catholique de Saint-Domingue, Saint-Domingue (République dominicaine)
- Premier cours supérieur de droit notarial – Université pontificale Comillas, Madrid (Espagne)
- Deuxième cours supérieur de droit notarial – Université pontificale Comillas, Madrid (Espagne)
- Dix-septième cours interdisciplinaire sur les droits de l'homme – Institut interaméricain des droits de l'homme, San José (Costa Rica)
- Troisième cours régional sur l'élaboration et la présentation des rapports aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme – Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Saint-Domingue (République dominicaine)

### **Expérience universitaire**

- Professeur de premier cycle – Université pontificale catholique mère et maîtresse  
Disciplines enseignées : droit international public, droit notarial, droit international privé, droits de l'homme et droit diplomatique
- Professeur de deuxième cycle – Université autonome de Saint-Domingue  
Disciplines enseignées : droit international des droits de l'homme
- Professeur de deuxième cycle – Institut supérieur de formation diplomatique et consulaire D<sup>r</sup> Eduardo Latorre Rodriguez  
Disciplines enseignées : système international de protection des droits de l'homme et droit humanitaire

### **Conférences et exposés donnés**

- Séminaire de l'initiative en faveur des droits de l'homme – Ministère dominicain de la défense et Commandement Sud des États-Unis d'Amérique, Saint-Domingue (République dominicaine)
- Migration et droits de l'homme – Congrès national, Saint-Domingue (République dominicaine)
- Origine et évolution des droits de l'homme – Institut supérieur de formation diplomatique et consulaire, Saint-Domingue (République dominicaine)
- La Cour interaméricaine des droits de l'homme. Spécialisation en droits de l'homme et droit international humanitaire de l'École d'études supérieures du Ministère de la défense, Saint-Domingue (République dominicaine)
- La Cour interaméricaine des droits de l'homme – Université Pedro Henríquez Ureña, Saint-Domingue (République dominicaine)
- La Journée internationale des droits de l'homme – Institut pour la dignité de l'homme de la Police nationale, Saint-Domingue (République dominicaine)
- Évolution de la jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme relative aux droits économiques, sociaux et culturels – Fundación Global Democracia y Desarrollo, Saint-Domingue (République dominicaine)

- Système national de protection des droits de l'homme – Cour suprême de justice de l'Équateur, Quito (République de l'Équateur)
- Liens entre les droits de l'homme et le droit international humanitaire – Université nationale Eugenio Maria de Hostos, Saint-Domingue (République dominicaine)
- Les droits de l'homme – Institut supérieur de la Police nationale, Saint-Domingue (République dominicaine)
- Droits de l'homme et mécanismes extrajudiciaires – Institut supérieur de formation diplomatique et consulaire, Saint-Domingue (République dominicaine)

#### **Expérience au niveau international**

- Juge à la Cour interaméricaine des droits de l'homme (2007-2012)
- Présidente d'honneur de la Commission des affaires américaines de l'Union internationale du notariat (2007)
- Membre de la délégation dominicaine à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Durban (2001)
- Présidente de la Commission des affaires américaines de l'Union internationale du notariat latin (UINL) (1992-1998)
- Présidente de la délégation dominicaine à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993, Vienne (Autriche)
- Vice-Présidente mondiale de l'Union internationale du notariat latin (1989-1991)

#### **Expérience au niveau national**

- Ministère des relations extérieures (siège : Saint-Domingue (République dominicaine)) : ambassadrice chargée des droits de l'homme (1985-1997) ; ambassadrice, conseillère en matière de droits de l'homme (1985-2003) ; ambassadrice chargée des droits de l'homme (2004-2014) ; ambassadrice, Directrice générale des droits de l'homme (depuis 2014)
- Association interaméricaine des chefs d'entreprise (siège : Saint-Domingue (République dominicaine)) : secrétaire (1983-1984) ; Vice-Présidente (1985-1986) ; Directrice (1987-1988) ; Vice-Présidente (1988-1990)
- Association nationale des avocates (siège : Saint-Domingue (République dominicaine)) : membre (fondatrice) (depuis 1973) ; Présidente (1992-1994, 1994-1996 et 1996-1998)
- Association nationale des femmes électriques (siège : Saint-Domingue (République dominicaine)) : chargée de relations publiques (1984)
- Chambre américaine de commerce de la République dominicaine (siège : Saint-Domingue (République dominicaine)) : membre
- Chambre de commerce dominico-chilienne (siège : Saint-Domingue (République dominicaine)) : Vice-Présidente Présidente (1984)
- Club Rotario Santo Domingo-Gazcue, Inc. (siège : Saint-Domingue (République dominicaine)) : Présidente (1997-1998)
- Ordre des avocats de la République dominicaine (siège : Saint-Domingue (République dominicaine)) : membre (depuis 1984) ; trésorière (1988-1989)

- Chambre dominicaine des notaires (siège : Saint-Domingue (République dominicaine) : Présidente et Vice-Présidente (2004)

### **Distinctions**

- Ordre du mérite notarial mondial (décerné par l'Union internationale du notariat latin) (2004)
- Certificat de reconnaissance (décerné par le Ministère dominicain des relations extérieures pour bons et loyaux services) (2004)
- Diplôme d'honneur (décerné par l'ambassade du Chili en République dominicaine) (1984)
- Diplôme d'honneur (décerné par la Table ronde panaméricaine) (1985)
- Diplôme d'honneur (décerné par le Ministère chilien des affaires étrangères pour l'aide apportée aux sinistrés du séisme survenu dans la zone centrale du pays) (1985)
- Ordre du Libérateur Bernardo O'Higgins (Grand-Croix) (Chili, 1989)
- Plaque de reconnaissance (décernée par la Chambre dominicaine des notaires pour élection à la vice-présidence du Conseil permanent de l'Union internationale du notariat latin (1989))
- Témoignage de reconnaissance de l'Union internationale du notariat latin (Buenos Aires (Argentine), 1989)
- Certificat de reconnaissance (décerné par l'ambassade du Mexique en République dominicaine) (1990)
- Certificat de reconnaissance (décerné par l'ambassade du Honduras en République dominicaine pour le travail exceptionnel effectué et les initiatives menées à des fins de rapprochement entre le Honduras et la République dominicaine) (1992)
- Membre d'honneur de l'Union nationale des juristes de Cuba (La Havane (Cuba), 1993)
- Citoyenne d'honneur (municipalité de La Paz (Bolivie), 1996)
- Diplôme de citoyenne d'honneur (municipalité de Salamanque (Espagne), 1993)

**Koita Bamariam (Mauritanie)**

[Original : français]

**Date et lieu de naissance :** 31 décembre 1953 à Kaedi

**Langue(s) de travail :** Français

**Situation/fonction actuelle**

Fonctionnaire à la retraite

Membre du Conseil constitutionnel de la Mauritanie

**Principales activités professionnelles**

Directeur général des droits de l'homme au Commissariat aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion (CDHLCPI)

Président de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH)

Membre du Comité d'accréditation des institutions nationales des droits de l'homme

Vice-Président des institutions nationales des droits de l'homme francophones

**Études**

Administrateur des régies financières

Spécialisation dans le domaine des droits de l'homme (Paris-Strasbourg)

Facultés de droit (Abidjan – Dakar)

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

Préparation et présentation des rapports périodiques de la Mauritanie devant plusieurs comités

Élaboration et présentation des rapports de la Commission nationale des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Mauritanie (constat et perspectives)

## **Ilze Brands Kehris (Lettonie)**

**Date et lieu de naissance :** 12 juin 1960 à Huddinge (Suède)

**Langue(s) de travail :** Anglais, français, russe, letton, suédois

### **Situation/fonction actuelle**

Experte invitée à l'Institut Harriman de l'Université Columbia de New York. Sujet : la prévention des conflits et les droits de l'homme, notamment les droits des minorités

### **Principales activités professionnelles**

Directrice, Haut-Commissaire pour les minorités nationales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (2011-2014)

Présidente, Conseil d'administration de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (UE) (2010-2012)

Membre du Conseil d'administration et du Bureau exécutif de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (2007-2012)

Première Vice-Présidente du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (Conseil de l'Europe) (2006-2012)

Membre (2003-2007) et Vice-Présidente (2004-2007) du Conseil d'administration de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes

Directrice, Centre letton pour les droits de l'homme (2002-2011)

### **Études**

Maîtrise (*Master of Arts*), maîtrise de philosophie et doctorat (*Ph.D.*), École supérieure des arts et des sciences, Département des sciences politiques, Université Columbia de New York, Institut Harriman

Licence (*Bachelor of Arts*) (relations internationales), Mills College, Oakland (Californie)

Université de Stockholm (Suède) (économie)

Scolarité secondaire en suédois et en français

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate**

Membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme et du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de la mise en œuvre des recommandations faites à l'issue de l'EPU (depuis février 2016)

Membre du Comité scientifique de l'Institut pour les droits des minorités, Académie européenne de Bolzano, Bozen/Bolzano (Italie) (depuis 2012)

Présidente du Groupe chargé de la politique migratoire, Bruxelles (Belgique) (depuis 2013, membre du Conseil d'administration depuis 2011)

Membre du Conseil d'administration du Centre letton pour les droits de l'homme, Riga (Lettonie) (depuis 2011)

Membre du Conseil de rédaction du *European Yearbook on Minority Rights* (depuis 2013).

**Bello Bukhari (Nigéria)**

**Date et lieu de naissance :** 28 décembre 1956 à Kebbi

**Situation/fonction actuelle**

Depuis janvier 2013 :

Partenaire principal au sein du cabinet Bukhari Bello & Associates :

- Avocats près la Cour suprême nigériane ;
- Consultants juridiques ;
- Arbitres, médiateurs, négociateurs et conciliateurs ;
- Défenseurs et militants des droits de l'homme ;
- Consultants en développement.

**Principales activités professionnelles**

Juillet 2010-janvier 2013 – Directeur, services juridiques, Ministère fédéral des finances :

- a) Direction de l'Unité juridique du Ministère ;
- b) Fourniture d'avis et de conseils juridiques sur toute question juridique en lien avec le mandat du Ministère ;
- c) Traitement des actions introduites en justice au nom ou à l'encontre du Ministère ;
- d) Défense des intérêts du Ministère dans les procédures arbitrales et les procédures de règlement extrajudiciaire des différends ;
- e) Participation aux négociations menées avec les banques étrangères et locales, notamment les organismes multilatéraux de développement tels que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque africaine de développement ;
- f) Élaboration de projets de loi aux fins de l'adoption de lois visant des départements et organismes relevant du Ministère, tels que le projet de loi à l'origine de la loi relative à l'Autorité nationale souveraine d'investissement (communément appelée « Fonds souverain ») ;
- g) Membre du Comité de coordination des achats ;
- h) Membre de la Commission ministérielle des marchés ;
- i) Membre du Conseil d'administration des organismes publics suivants :
  - i. Commission de lutte contre les délits économiques et financiers ;
  - ii. Conseil de l'aide juridictionnelle.

Septembre 2006-juillet 2010 – Directeur, services juridiques, Ministère de la défense :

- a) Direction de l'Unité juridique du Ministère ;
- b) Fourniture d'avis et de conseils juridiques sur toute question juridique en lien avec le mandat du Ministère ;
- c) Traitement des actions introduites en justice au nom ou à l'encontre du Ministère ;

- d) Défense des intérêts du Ministère dans les procédures arbitrales et les procédures de règlement extrajudiciaire des différends ;
- e) Élaboration de projets de loi aux fins de l'adoption de lois visant le Ministère ou certains de ses départements ou organismes ;
- f) Membre du Comité de coordination des achats ;
- g) Membre de la Commission ministérielle des marchés ;
- h) Membre du Conseil des armées ;
- i) Membre du Conseil des forces aériennes ;
- j) Membre du Conseil de la marine.

Juin 2000-juillet 2006 – Secrétaire exécutif, Commission nationale des droits de l'homme :

- a) Président et membre du Conseil d'administration de la Commission ;
- b) Gestion des effectifs ainsi que des moyens financiers et matériels affectés à la promotion et à la protection des droits de l'homme au Nigéria ;
- c) Obtention auprès du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CIC) du statut d'accréditation « A » pour la Commission nationale des droits de l'homme, qui était jusqu'alors dotée du statut « C » ;
- d) Participation à l'ensemble des activités ayant abouti à l'élaboration du Plan national d'action pour la promotion et la protection des droits de l'homme au Nigéria ;
- e) Communication au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Genève (Suisse)) du Plan national d'action en gage de la détermination du Nigéria à promouvoir et protéger les droits de l'homme ;
- f) Accréditation de la Commission nationale des droits de l'homme auprès du CIC (2001) ;
- g) Obtention pour la Commission nationale des droits de l'homme du statut d'affilié auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (2003) ;
- h) Mise en place de bureaux de zone de la Commission dans les six zones géopolitiques du Nigéria ;
- i) Construction d'un bâtiment adapté pour accueillir le siège de la Commission (travaux entrepris en 2002 et achevés en 2006) ;
- j) Initiateur et organisateur, en collaboration avec la Commonwealth Human Rights Initiative, du premier Forum du Commonwealth pour les droits de l'homme, qui s'est tenu à la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth de 2003 à Abuja ;
- k) Pilotage d'une coalition d'organisations de la société civile et de ministères, départements et organismes aux fins de l'incorporation de la Convention relative aux droits de l'enfant dans le droit interne, ainsi que de l'élaboration et de la promotion du projet de loi sur les droits de l'enfant, qui a donné lieu à l'adoption au Nigéria de la loi de 2003 sur les droits de l'enfant ;
- l) Membre du CIC (Genève (Suisse)) (2001-2006) ;
- m) Membre du Comité des accréditations et des privilèges du CIC (Genève (Suisse)) (2005-2006) ;

- n) Membre du Comité de coordination du Réseau des institutions nationales africaines des droits de l'homme (RINADH) (2000-2006) ;
- o) Président du Comité directeur du RINADH (2005-2006) ;
- p) Membre du Conseil d'administration du CIC (2005-2006) ;
- q) Membre du Comité présidentiel sur l'exercice du droit de grâce (2000-2006).

Septembre 1993-juin 2000 – Juriste principal, Sous-Directeur, Directeur adjoint et Directeur, Ministère fédéral de la justice :

- a) Assistant spécial de l'Attorney general de la Fédération et Ministre de la justice ;
- b) Membre de l'équipe de cinq attorneys generals et ministres de la justice successifs (septembre 1993-juin 2000) :
  - i. Représentation de l'Attorney general de la Fédération dans divers cadres et participation à différents programmes pour ce dernier et en son nom ;
  - ii. Élaboration de textes législatifs pour le Gouvernement ;
  - iii. Soumission, pour examen et adoption, d'avis et de conseils juridiques à l'Attorney general de la Fédération ;
  - iv. Représentation de l'Attorney general de la Fédération au sein des conseils d'administration de divers organismes et institutions ;
  - v. Participation aux travaux de commissions, comités et commissions d'enquête ;
  - vi. Chef de la délégation nigériane à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (New York (États-Unis d'Amérique)) (1995-1998) ;
  - vii. Vice-Président de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale (Statut de Rome) (Rome (Italie)) (juin-juillet 1998) ;
  - viii. Signataire, au nom du Président du Gouvernement fédéral du Nigéria, de l'Acte final du Statut de Rome (juillet 1998) ;
  - ix. Chef de la délégation nigériane à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (travaux relatifs à la définition et aux éléments constitutifs du crime d'agression au titre du Statut de la Cour pénale internationale) (1998-2000) ;
  - x. Membre du Conseil d'administration de la Commission nationale des droits de l'homme (1996-2000).

Avril 1989-août 1993 – Commission électorale nationale, Lagos :

Assistant du juriste principal (avril 1989-juillet 1989)

Nommé Sous-Directeur (octobre 1989) et Directeur (juillet 1989-1993) du Département juridique comme suite à l'octroi d'une promotion spéciale pour résultats, engagement et dévouement exemplaires au service du Département

Directeur du Service juridique (avril 1993) :

- a) Direction du Service juridique de la Commission électorale nationale (août 1989-juillet 1993) ;

- b) Fourniture d'avis et de conseils juridiques sur toute question en lien avec le mandat de la Commission électorale nationale ;
- c) Élaboration de projets de loi, d'amendements et de textes réglementaires se rapportant aux lois électorales adoptées entre 1989 et 1993 ;
- d) Représentation de la Commission électorale nationale dans les actions introduites en justice au nom ou à l'encontre de la Commission ;
- e) Élaboration d'accords entre la Commission électorale nationale et d'autres parties sur différentes questions en lien avec le mandat de la Commission ;
- f) Élaboration des statuts du Parti social-démocrate et de la Convention républicaine nationale durant la transition vers un gouvernement civil (1989-1993) ;
- g) Secrétaire du Comité d'enregistrement des partis politiques ;
- h) Secrétaire du Comité de participation à la vie politique et d'approbation ;
- i) Secrétaire du Comité des circonscriptions électorales et du découpage des circonscriptions électorales ;
- j) Représentant de la Commission en sa qualité de conseillère principale dans toutes les actions introduites en rapport avec les élections du 12 juin 1993 et, partant, artisan de la bonne tenue de ces élections (voir l'ouvrage du professeur H. N. Nwosu « Laying the Foundation for Nigeria's Democracy: My account of June 12, 1993 Presidential Election and its Annulment »).

Ministre de la justice, État de Sokoto

Procureur principal de l'État-Sous-Directeur du Parquet (1985-1989) :

- a) Fourniture de conseils juridiques à l'Attorney general et Commissaire à la justice sur toute question posée ;
- b) Fourniture de conseils juridiques à la police sur les dossiers soumis au Bureau du Directeur du Parquet ;
- c) Exercice de l'action publique dans les affaires pénales introduites devant les différentes juridictions ;
- d) Traitement des actions civiles introduites au nom ou à l'encontre de l'État devant la Haute Cour de l'État, la Haute Cour fédérale et les cours d'appel ;
- e) Sous-Directeur du Parquet, Bureau de l'Attorney general, circonscription judiciaire de Birnin Kebbi (1988-1989).

Greffier, greffier de rang supérieur, greffier principal, Haute Cour de l'État de Sokoto (1978-1985) :

- a) Préparation et mise au rôle des dossiers ;
- b) Établissement des actes judiciaires ainsi que de copies certifiées conformes de décisions ;
- c) Interprétation de la langue locale en anglais des débats des tribunaux ;
- d) Traduction de la langue locale en anglais des exposés de jugements rendus par les juges des juridictions inférieures.

**Études**

2008 Cours de gestion des ressources de défense (cours international avancé) – Institut de gestion des ressources en défense, École navale supérieure, Monterey (Californie (États-Unis d'Amérique))

2007 Membre de l'Institut national d'études politiques et stratégiques, Kuru, Jos

1984 Diplôme d'avocat : École de droit du Nigéria, Lagos

1983 Licence en droit (*Bachelor of Laws*) avec mention : Université Ahmadu Bello, Zaria

1977 Diplôme national ordinaire (droit) : Université Ahmadu Bello, Zaria

1973 Baccalauréat : école secondaire publique, Birnin Kebbi

1962 Certificat d'études primaires : école primaire de Tudunwada, Birnin Kebbi

**Autres fonctions notables occupées**

Membre du Service national de la jeunesse, Orifunmishe & Co. Solicitors and Advocates (avocats privés) (Abuja, 1984-1985)

Membre du Comité chargé de la question des détenus (État de Sokoto, 1985)

Membre du Comité de la crise entre religions au sein de la zone d'administration locale de Zuru, (État de Sokoto, 1988)

Membre du Conseil général du barreau (1987-1989)

Membre de l'Assemblée constituante (1988-1989)

Représentant de l'Ordre des avocats nigériens au sein de l'Assemblée constituante (formée aux fins de l'élaboration d'une nouvelle constitution pour la République fédérale du Nigéria) (Abuja, 1988-1989)

Membre du Comité chargé de constituer le Fonds d'affectation (spéciale) pour le pétrole (1994-1995)

Membre du Comité chargé de mettre en place la Commission nigérienne pour la promotion de l'investissement (1995)

Membre de la Commission de rectification des frontières (1997)

Membre du Comité de désengorgement des prisons (1998-1999)

Membre du Comité présidentiel sur l'exercice du droit de grâce (2000-2006)

Membre du Groupe de travail national de la réforme et du désengorgement des prisons (2004-2005)

Consultant du Comité de la réforme électorale mis en place par le juge Uwais (2008)

Membre du Comité consultatif présidentiel sur la Conférence nationale (2013)

Membre à plusieurs reprises de commissions, groupes, comités et sous-comités locaux, régionaux et internationaux de l'État fédéral et des États fédérés, de l'Union africaine, du Commonwealth et du système des Nations Unies

Participation aux niveaux local, régional et international à un grand nombre de cours, conférences, séminaires et ateliers consacrés à divers sujets (questions juridiques et électorales, droits de l'homme, administration de la justice, études politiques et stratégiques, gestion internationale de niveau supérieur, règlement (extrajudiciaire) des différends, activités de la Cour pénale internationale, bonne gouvernance, etc.)

### **Expérience au niveau international**

- a) Participation, au nom du Ministère fédéral des finances, aux négociations menées avec les banques étrangères, notamment les organismes multilatéraux de développement tels que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque africaine de développement (2010-2013)
- b) Membre du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CIC) (Genève (Suisse)) (2001-2006)
- c) Membre du Comité des accréditations et des privilèges du CIC (Genève (Suisse)) (2005-2006)
- d) Membre du Comité de coordination du Réseau des institutions nationales africaines des droits de l'homme (RINADH) (2000-2006)
- e) Président du Comité directeur du RINADH (2005-2006)
- f) Membre du Conseil d'administration du CIC (2005-2006)
- g) Chef de la délégation nigériane à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (New York (États-Unis d'Amérique)) (1995-1998)
- h) Vice-Président de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale (Statut de Rome) (Rome (Italie)) (juin-juillet 1998)
- i) Chef de la délégation nigériane à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (travaux relatifs à la définition et aux éléments constitutifs du crime d'agression au titre du Statut de la Cour pénale internationale) (1998-2000)

### **Fonctions politiques**

Membre du Congrès pour le changement progressif (2013)

Membre du Comité des anciens et des parties prenantes (État de Kebbi, Congrès pour le changement progressif, 2013)

Membre du Congrès progressiste (2014)

Membre du Comité d'harmonisation du Congrès progressiste (État de Kebbi, 2014)

Président de la section de l'État de Katsina du Congrès progressiste (congrès locaux et nationaux, juin 2014)

Candidat et participant aux primaires organisées par le Congrès progressiste en vue de l'élection du gouverneur de l'État de Kebbi (octobre 2014)

Membre d'un comité de campagne constitué en vue de l'élection du gouverneur de l'État de Kebbi (novembre 2014)

Président du Comité de gestion des élections (élections générales, Congrès progressiste, État de Kebbi, 2015)

Membre du Comité de planification et de stratégie du Conseil de la campagne présidentielle (zone nord-ouest, 2015)

Membre de la Direction des affaires juridiques du Conseil de la campagne présidentielle (Congrès progressiste, 2015)

**Réalisations institutionnelles**

- i) Supervision de la construction du siège de la Commission nationale des droits de l'homme dans le cadre du mandat de secrétaire exécutif de la Commission (2000-2006)
- ii) Élargissement de la présence de la Commission nationale des droits de l'homme à six zones géopolitiques du Nigéria dans le cadre du mandat de secrétaire exécutif de la Commission (2000-2006)

## **Sêgnitondji Isidore Clément Capo-Chichi (Bénin)**

[Original : français]

**Date et lieu de naissance :** 16 janvier 1976 à Cotonou

**Langue(s) de travail :** Français et anglais

### **Situation/fonction actuelle**

Juriste, expert en droit international des droits de l'homme, Président de l'Institut pour le plaidoyer en Afrique, membre expert du Groupe de travail sur la peine de mort de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, membre expert du Groupe de travail sur l'apatridie du Haut-Commissariat pour les réfugiés au Bénin, représentant résident au Bénin du World Federalist Movement-Institute for Global Policy (WFM-IGP)

### **Principales activités professionnelles**

En ma qualité de membre expert du Groupe de travail sur la peine de mort de la Commission africaine, je contribue au plaidoyer pour l'abolition totale de la peine de mort en Afrique et le triomphe du droit à la vie.

Représentant résident du World Federalist Movement-Institute for Global Policy (WFM-IGP) au Bénin et en Afrique depuis 2014, je m'applique à renforcer la capacité en matière de plaidoyer des réseaux de la société civile africaine sur les questions de la paix, de la justice internationale, des droits de la femme et de la justice basée sur le genre.

### **Études**

Je suis doctorant en droit public (mention droit international pénal) à l'École doctorale des sciences juridiques, administratives et politiques (Chaire UNESCO, Université d'Abomey Calavi).

Je suis titulaire d'une maîtrise en droits fondamentaux et européen des droits de l'homme.

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

Membre expert du Groupe de travail sur l'apatridie du Haut-Commissariat pour les réfugiés au Bénin. Conscient de l'importance pour chaque citoyen béninois d'apprendre à connaître ses droits et à les revendiquer dans le respect des lois de la République afin d'en jouir librement, j'ai créé l'Institut pour le plaidoyer en Afrique (IPA) (Institute for Advocacy in Africa (IAA)), que je préside et qui a pour objectif spécifique d'établir un partenariat, une passerelle de dialogue permanent et d'échanges avec les autorités étatiques et les organisations de la société civile, cela à travers la formation continue des acteurs gouvernementaux et acteurs de la société civile aux actions de plaidoyer axées sur trois grandes questions : le droit à la vie (right to life) ; le droit à la dignité (right to dignity) ; et le droit à la réparation (right to reparation).

**Osman El Hajjé (Liban)**

[Original : français]

**Date et lieu de naissance :** 21 juillet 1944 à Tripoli (Liban)**Langue(s) de travail :** Français, anglais, arabe**Situation/fonction actuelle**

Président du Centre pour les droits de l'homme de l'Université Jinan. Vice-Président de l'Association internationale pour l'éducation Ius Primi Viri

Expert en droit international, droits de l'homme, droit international humanitaire et droit de l'arbitrage international

Membre de l'Institut international de droit humanitaire (San Remo (Italie))

**Principales activités professionnelles**

Professeur de droit international et Président du Centre des droits de l'homme de l'Université Jinan

Ancien conseiller juridique de la Mission permanente de la Ligue des États arabes à Genève

Membre comme conseiller des délégations officielles libanaises à plusieurs sessions de la Commission des droits de l'homme à Genève

Ancien conseiller de la Fédération générale des travailleurs du Liban

Participation aux sessions du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, ainsi que du Conseil exécutif et de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la Santé

Participation aux conférences du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Participation aux travaux de l'ancienne Commission des droits de l'homme et de ses groupes

Participation à la mise en place des réformes ayant abouti à la création du Conseil des droits de l'homme

Participation à l'élaboration du Statut de Rome de la Cour pénale internationale

**Études**

Doctorat d'État en droit international (Université de Genève) ; diplôme de hautes études en relations internationales (Institut universitaire des hautes études internationales (Genève))

Diplôme de licence en littérature arabe (Université Lyon II (France))

Diplôme de l'Institut d'administration et de gestion des entreprises (Université Lyon III (France))

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

Ancien membre de la Sous-commission des droits de l'homme et de son Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage. Réalisation de deux études préliminaires sur les

questions suivantes : la démocratie et les droits de l'homme ; et la science et la technique et les droits de l'homme.

Ancien membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées du Conseil des droits de l'homme.

J'ai organisé et présidé plusieurs conférences nationales, régionales et internationales sur des questions relatives aux droits de l'homme (l'indépendance de la justice, la démocratie en tant qu'instrument pour la promotion et la protection des droits de l'homme, les droits de la femme dans la région arabe, les droits de l'enfant, les conventions internationales de protection des droits de l'homme et les mécanismes de surveillance, les droits des prisonniers de la guerre irako-iranienne, la sauvegarde des institutions, qui est nécessaire pour les droits de l'homme, etc.).

**Ahmed Amin Fathalla (Égypte)**

**Date et lieu de naissance :** 25 novembre 1952 au Caire (Égypte)

**Langue(s) de travail :** Arabe, anglais, français

**Situation/fonction actuelle**

Observateur permanent auprès de l'ONU du Bureau de la Ligue des États arabes (depuis juillet 2012)

Membre du Comité des droits de l'homme (depuis janvier 2008)

**Principales activités professionnelles**

- 1975-1976 – Attorney general adjoint de district (Le Caire (Égypte))
- 1976-1977 – Fonctionnaire au Ministère des affaires étrangères et étudiant à l'Institut d'études diplomatiques
- Août 1977-juillet 1978 – Étudiant en relations internationales à l'Institut international d'administration publique (Paris (France))
- Août 1978-janvier 1979 – Troisième secrétaire, département juridique, Ministère des affaires étrangères (chargé des questions juridiques liées aux organisations internationales et aux institutions spécialisées)
- Janvier 1978-août 1979 – Fonctionnaire au Ministère des affaires étrangères (chargé des questions juridiques liées aux organisations internationales et aux institutions spécialisées)
- Août 1979-décembre 1983 – Deuxième secrétaire, Mission permanente de l'Égypte auprès de l'ONU à New York (représentant de l'Égypte au sein de la sixième Commission (Commission juridique))
- 1984-1985 – Premier secrétaire, Département juridique, Ministère des affaires étrangères (Le Caire (Égypte)) (chargé des questions juridiques liées aux organisations internationales et aux institutions spécialisées)
- 1985-1987 – Premier secrétaire, ambassade d'Égypte à New Dehli (Inde) ; représentant de l'Égypte auprès du Comité consultatif juridique afro-asiatique
- 1987-1989 – Conseiller, Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées ayant leur siège en Suisse. Chef de la division chargée des questions humanitaires et juridiques au sein de la Mission. Membre de la délégation égyptienne auprès du Tribunal arbitral égypto-israélien
- 1990-1996 – Conseiller juridique, secrétariat de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination
- 1996-1997 – Vice-Ministre adjoint des affaires étrangères pour les questions juridiques internationales
- 1997-2001 – Ambassadeur d'Égypte auprès du Royaume du Maroc
- 2001-2003 – Vice-Ministre des affaires étrangères pour les questions juridiques internationales et les traités
- 2003-2004 – Ambassadeur d'Égypte en Turquie

- 2004-2005 – Vice-Ministre des affaires étrangères pour les relations multilatérales
- 2005-2009 – Ambassadeur d'Égypte auprès du Royaume des Pays-Bas et représentant de l'Égypte auprès de la Cour permanente d'arbitrage
- 2009-2010 – Vice-Ministre des affaires étrangères pour les questions relatives à l'Asie
- 2010-2011 – Vice-Ministre des affaires étrangères pour les questions relatives à l'Europe
- 2011-2012 – Premier Sous-Secrétaire au Ministère des affaires étrangères au Caire

### Études

Licence (*Bachelor of Arts*) en droit, Université du Caire (Égypte) (1974)

Diplôme en relations internationales, Institut international d'administration publique (France) (1978)

### Représentant de l'Égypte aux occasions suivantes

- Sixième Commission de l'Assemblée générale (cinq sessions) (New York, 1979-1983)
- Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (sept sessions ; Vice-Président à deux reprises) (New York, 1979-1985)
- Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (cinq sessions) (New York, 1981-1984)
- Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1979-1981)
- Commission du désarmement (New York, 1980-1983)
- Négociations d'arbitrage sur Taba (membre de l'équipe égyptienne de défense) (1984-1989)
- Commission des droits de l'homme (Genève, 1988-1989)
- Conférence internationale du travail (1988)
- Deuxième session ordinaire du Conseil économique et social (membre de la délégation égyptienne ; responsable des questions juridiques et environnementales) (Genève, 1988-1989)
- Groupe de travail chargé de la question d'une convention relative aux droits de l'enfant (Genève, 1988-1989). Président de l'un des sous-groupes de travail
- Groupe de travail constitué d'experts juridiques et techniques chargés d'élaborer une convention mondiale sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux (membre) (Genève, Luxembourg et Bâle, 1988-1989) et divers sous-groupes de travail chargés de questions connexes conflictuelles (Président). Conférence de Bâle (membre de la délégation égyptienne) (Bâle, 1989)
- Comité spécial chargé de négocier le projet de convention contre la corruption (cinq sessions) (Vienne, 2002-2003) et groupe à composition non limitée chargé de la question du chapitre VII relatif aux mécanismes d'application de la Convention (Président)
- Commission nationale égyptienne du droit de la mer (Président) (2001-2003)

- Commission nationale égyptienne de la Cour pénale internationale (Président) (2001-2003)
- Commission législative du Conseil national égyptien de protection maternelle et infantile (membre) (2001-20005)
- Cinquième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (chef adjoint de la délégation égyptienne) (New York, mai 2005)
- Réunion ministérielle de l'Organisation de la Conférence islamique (chef adjoint de la délégation égyptienne) (Sanaa (Yémen), juillet 2005)

#### **Représentant du PNUE aux occasions suivantes**

- Treizième et quatorzième réunions consultatives des Parties contractantes à la Convention de Londres sur l'immersion des déchets (Organisation maritime internationale (OMI), Londres, 1990-1991)
- Quatrième et cinquième réunions du Groupe de travail juridique de l'immersion des déchets (OMI, Londres, 1990-1991)
- Comité exécutif et Assemblée du Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Londres, octobre 1991)
- Troisième et quatrième réunions du Comité permanent sur la responsabilité pour les dommages nucléaires (Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Vienne, 1990 et 1991)
- Groupe de travail chargé d'élaborer un code de bonnes pratiques sur le mouvement transfrontière de déchets radioactifs (AIEA, Vienne, février 1990)

#### **Secrétaire aux réunions suivantes**

- Les deux sessions du Groupe de travail d'experts juridiques et techniques chargés d'élaborer les éléments à insérer dans un protocole sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommage causé par les mouvements transfrontières et l'élimination des déchets dangereux et d'autres déchets (Genève, 2-6 juillet 1990 et Nairobi, 6-9 mars 1991)
- La réunion du Groupe spécial d'experts techniques et juridiques chargés d'examiner la nécessité d'établir des mécanismes pour la mise en œuvre de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (Genève, 24-26 février 1992)
- La Réunion d'experts sur une législation nationale type concernant la gestion des déchets dangereux conformément à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (Genève, 6-9 mai 1992)
- La Réunion des conseillers principaux du Directeur exécutif du PNUE sur la création d'un fonds international pour une intervention immédiate et une indemnisation en cas de dommages résultant du mouvement transfrontière de déchets dangereux et de leur élimination (Nairobi, 26-28 août 1992)

#### **Représentant de la Ligue des États arabes aux occasions suivantes**

- Soixante-septième, soixante-huitième, soixante-neuvième et soixante-dixième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (après le Segment de haut niveau) (chef de la délégation de la Ligue des États arabes) (New York)

- Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 (chef de la délégation de la Ligue des États arabes) (ONU, New York, 2014)
- Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 (chef de la délégation de la Ligue des États arabe) (ONU, New York, avril-mai 2015)
- Toutes les réunions du Conseil de sécurité et d'autres réunions tenues sous les auspices de l'ONU depuis juillet 2012
- Premier Forum des médias arabes sur le thème « Le rôle des médias dans la lutte contre le terrorisme », dont il a également assuré la présidence (juin 2015)
- Forum international sur le thème « Plateforme sur les femmes et les conflits », dont il a également assurée la présidence (octobre 2015)

**Alvina Gyulumyan (Arménie)**

**Date et lieu de naissance :** 20 janvier 1956 en Azerbaïdjan

**Langue(s) de travail :** Anglais, français, russe

**Situation/fonction actuelle**

Depuis 2014 – Juge à la Cour constitutionnelle arménienne

Depuis 2016 – Chargée de cours à l'École arménienne de la magistrature

**Principales activités professionnelles**

2012-2014 – Vice-Présidente de la troisième section de la Cour européenne des droits de l'homme

2003-2014 – Juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de l'Arménie

1996-2003 – Juge à la Cour constitutionnelle arménienne

1998 – Titre de juge hautement qualifié décerné en vertu d'un décret du Président arménien

1985-1996 – Juge à la Cour suprême arménienne

1978-1985 – Avocate, membre de l'Ordre des avocats arméniens

1998-2001 – Membre de la Commission d'État pour la révision de la Constitution

1997-1999 – Membre de la Commission d'État pour la réforme de la justice en Arménie

**Études**

1997 – Certificat validant le programme de formation suivi à l'Institut de droit international de l'Université Georgetown (Washington)

1972-1978 – Université d'État d'Erevan (faculté de droit)

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate**

- 2015 – Chargée de cours sur les droits de l'homme à l'Université slave russo-arménienne d'Erevan
- Septembre 2014 – Chargée de cours sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme à l'Université Renmin de Beijing (Chine)
- Depuis 1998 – Membre de l'Association arménienne du droit international
- Depuis 1996 – Membre du Centre de droit constitutionnel de la République d'Arménie
- 1997-2003 – Présidente de l'Association des juges de la République d'Arménie
- 2001-2003 – Chargée de cours sur les droits de l'homme à l'Université d'État des langues d'Erevan
- Participation (avec présentation d'exposés) à plus de 25 conférences et séminaires locaux et internationaux

## Christof Heyns (Afrique du Sud)

**Date et lieu de naissance :** 10 janvier 1959 au Cap

**Langue(s) de travail :** Anglais

### Situation/fonction actuelle

- Professeur de droit des droits de l'homme, Université de Pretoria
- Rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (2010-juillet 2016)
- Président de la mission d'enquête indépendante des Nations Unies au Burundi (jusqu'à septembre 2016)
- Donne régulièrement des séminaires sur les droits de l'homme à l'Université d'Oxford et dans des universités américaines

### Principales activités professionnelles

- Professeur de droit à l'Université de Pretoria depuis 1987 (droits de l'homme, droit international, jurisprudence, droit pénal, histoire du droit)
- Collaborateur et Directeur du Centre pour les droits de l'homme de l'Université de Pretoria (1987-2006) ; doyen de la faculté de droit (2006-2010)
- Consultant auprès de la Commission sud-africaine des droits de l'homme ; Union africaine
- Auteur, en sa qualité de Rapporteur spécial de l'ONU, de rapports au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale sur la protection des journalistes, la peine de mort, les drones armés, les armes autonomes, les législations nationales sur l'usage de la force et la gestion des rassemblements. Visites de pays en Inde, en Turquie, au Mexique, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Gambie et en Ukraine

### Études

Maîtrise (*Master of Arts*) en philosophie ; licence en droit (*Bachelor of Laws*) (Université de Pretoria)

Maîtrise en droit (*Master of Laws*) (faculté de droit de l'Université Yale)

Doctorat (*PhD*) (Université de Witwatersrand)

Bourses Fulbright pour la faculté de droit de l'Université Yale (1986-1987) et la faculté de droit de l'Université Harvard (2012) ; bourse Humboldt pour l'Institut Max Planck (Heidelberg)

### Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Collaborateur de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples depuis 1990 ; consultant pour l'élaboration de l'observation générale de la Commission sur le droit à la vie (2015)

Membre de la délégation sud-africaine à la réunion où a été élaboré l'avant-projet de protocole portant création d'une cour africaine des droits de l'homme et des peuples (1994)

Auteur, pour le compte de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, d'une étude sur l'incidence des organes conventionnels des Nations Unies dans 20 pays (2002) publiée sous le titre « The impact of the United Nations human rights treaties on the domestic level » (Kluwer, 2002)

Responsable, en sa qualité de Rapporteur spécial de l'ONU, de la révision du Manuel sur la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et les moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions (2014-2016)

## **Dodzi Komla Kokoroko (Togo)**

[Original : français]

**Langue(s) de travail :** Français

### **Situation/fonction actuelle**

Agrégé des facultés de droit

Professeur titulaire de droit public et de sciences politiques

### **Principales activités professionnelles**

2007 : Professeur à la faculté de droit de l'Université de Lomé

2007 : Professeur associé à l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin), à l'Université de Kara, à l'Université Marien Ngouabi, à l'Université du Niger, à l'Université de Bamako et à l'Université Omar Bongo (Gabon)

2010 : Professeur invité à l'Université Montesquieu Bordeaux IV, à l'Université de Poitiers et à l'Université de Gent, à l'Institut international des droits de l'homme, à la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et au Centre d'études de sécurité et de défense de Dakar

2015 : Codirecteur du programme de formation des préfets, des présidents de délégation spéciale et des chefs de cantons au processus électoral mené dans le cadre du projet 2015 d'appui au processus électoral au Togo du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

2015 : Rapporteur général de la Mission d'information et de contact de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) au Bénin

2015 : Expert électoral auprès du PNUD Bénin pour l'appui technique offert pour l'organisation des élections législatives au Bénin

2014 : Consultant national auprès du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) pour une étude relative à l'état des lieux des activités d'intégration locale du HCR au Togo

2014 : Consultant national, pour le compte du PNUD et de l'Union européenne, pour l'évaluation du Projet d'appui à la réconciliation nationale au Togo (PAREN)

2014 : Consultant national pour l'audit organisationnel complémentaire du Ministère de la planification, du développement et de l'aménagement du territoire (PNUD Togo)

2014 : Consultant international pour la rédaction du rapport d'alerte sur certains États ouest-africains dans la perspective des élections futures (Abuja (Nigéria))

2014 : Consultant international auprès de la Banque mondiale pour l'étude sur la corruption et la déclaration de patrimoine au Bénin

2014 : Consultant national, facilitateur principal pour la conduite du dialogue sur la contribution du Togo aux discussions sur la réalisation des objectifs du Programme de développement pour l'après-2015 (PNUD Togo)

2014 : Consultant international auprès du Département fédéral des affaires étrangères (Suisse) concernant la justice transitionnelle dans le cadre de l'appui offert au Tchad, au Niger et au Mali

2014 : Consultant international auprès du Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse pour l'atelier « Traitement du passé : bilan et perspectives ».

2014 : Consultant international pour la rédaction du rapport d'alerte sur certains États ouest-africains dans la perspective des élections 2015 (Niamey (Niger))

2014 : Coorganisateur du Forum national de suivi du processus de justice transitionnelle consacré au thème « Le processus de réconciliation au Togo après les travaux de la CVJR : acquis, défis et perspectives »

2013 : Rapporteur général de la Mission d'observation de la Francophonie en Guinée-Conakry

2013 : Consultant national auprès du PNUD Togo pour l'évaluation finale du cycle 2008-2012 du projet d'appui à l'Assemblée nationale togolaise

2013 : Expert électoral auprès du PNUD Burundi pour la réforme du Code électoral burundais

2012 : Consultant national auprès de la Commission électorale nationale indépendante sur les normes et institutions encadrant les élections locales et législatives de 2013 au Togo

2012 : Consultant national auprès du PNUD Togo pour l'évaluation à mi-parcours du Programme national de modernisation de l'administration

2012 : Consultant international auprès du PNUD Burundi pour l'évaluation du processus électoral au Burundi en contentieux préélectoral (PNUD-BNUB)

2012 : Consultant international auprès de l'OIF pour la rédaction du chapitre sur les élections libres, fiables et transparentes du rapport sur l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone

2012 : Consultant national auprès de la Commission Vérité, justice et réconciliation (CVJR) pour la rédaction du rapport final et des recommandations sanctionnant la fin des travaux de la Commission

2011 : Membre de la Mission exploratoire de la CEDEAO sur les élections présidentielles au Sénégal

2011 : Consultant national auprès du PNUD Togo pour l'évaluation du DSRP-C (gouvernance politique et institutionnelle)

2011 : Expert juridique auprès du Ministère de l'administration territoriale du Togo pour la mise en place du Fonds d'appui aux collectivités territoriales

2011 : Consultant national auprès du PNUD Togo, pour le compte de l'Assemblée nationale togolaise, pour l'élaboration du manuel pratique sur l'organisation d'audition des commissaires du gouvernement et personnes ressources, missions d'information et missions d'enquête

2011 : Expert juridique auprès du Ministère togolais de l'administration territoriale pour la mise en place du Fonds d'appui aux collectivités territoriales

2011 : Responsable de la formation des magistrats et professionnels de justice togolais dispensée dans le cadre du Projet de modernisation de la justice au Togo (formation financée par le Ministère français des affaires étrangères)

2011 : Consultant international au colloque de la Cour de justice de la CEDEAO sur le thème « Stratégies de renforcement de l'effectivité de la Cour de justice de la CEDEAO » avec une communication intitulée « Quels mécanismes pour l'exécution des décisions de la Cour de justice de la CEDEAO » (janvier, Accra (Ghana))

2011 : Expert électoral du West Africa Network for Peacebuilding pour les travaux de mise en place du Practice Guide for Responding to Electoral Dispute in West Africa (26-28 avril, Accra (Ghana))

2011 : Expert électoral auprès du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, de l'Union africaine et de la CEDEAO pour la Conférence sur les élections et la stabilité en Afrique de l'Ouest (Praia (Cabo Verde))

2011 : Rapporteur général du Comité technique de réécriture du texte législatif sur les réunions et manifestations publiques au Togo

2010 : Expert constitutionnel auprès du Gouvernement et du Conseil consultatif national du Niger pour la rédaction des textes fondamentaux relatifs à la VI<sup>e</sup> République

2010 : Responsable scientifique de l'atelier de réflexion sur la réglementation des réunions et manifestations publiques au Togo, table ronde organisée par le Centre de droit public, l'ambassade de France, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Ministère togolais de l'administration territoriale et des collectivités locales.

2010 : Coordonnateur général des Assises de la décentralisation au Togo financées par l'ambassade de France dans le cadre du projet APRODECT

2010 : Expert électoral de la Commission nationale des droits de l'homme du Togo auprès de la Commission électorale nationale indépendante pour les élections présidentielles du 4 mars 2010

2009 : Expert électoral sur l'efficacité du Conseil électoral provisoire d'Haïti

2009 : Consultant national auprès du PNUD sur le droit processuel devant les juridictions administratives

2009 : Consultant national pour la rédaction du rapport sur la gouvernance en Afrique commandé par la Commission économique pour l'Afrique

2009 : Consultant national auprès du PNUD pour la formation précontentieuse des magistrats togolais dans le cadre des élections présidentielles du 4 mars 2010

2009 : Consultant national auprès du PNUD pour la formation électorale des acteurs politiques et administratifs (scrutin du 4 mars 2010)

2009 : Consultant national auprès du PNUD sur le code administratif togolais

2004-2005 : Expert électoral auprès de la Mission internationale des élections en Haïti (MIEEH) pour les élections générales en Haïti

2004-2010 : Expert électoral auprès de l'OIF (Comores, ex-République yougoslave de Macédoine, Burkina Faso, Niger)

### **Domaines de recherche**

Droit constitutionnel et sciences politiques

Droit international et contentieux international

Droit administratif et sciences administratives

Contentieux publics

### **Titres universitaires**

Titularisation (2014)

Agrégation en droit public et sciences politiques (2007)

Doctorat en droit public (2005)

Diplôme d'administrateur d'élections de l'Institut de préparation à l'administration générale (Université Paris II) (2003)

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

Membre du Comité national technique de simplification des procédures administratives (Togo, depuis 2012)

Membre du Comité national sur la feuille de route de la décentralisation et les élections locales (Togo, depuis 2014)

Ancien membre de la Commission nationale des droits de l'homme du Togo (2010-2012)

Rapporteur du Comité technique chargé de la réforme électorale conformément aux recommandations des Missions d'observation électorale de l'Union européenne pour le compte du Gouvernement togolais (2011)

Membre de l'Association européenne des administrateurs d'élections (AEAE) (Université Paris II)

Lauréat du prix de thèse de l'Académie des sciences morales et politiques de Paris (France)

## **Marcia V. J. Kran (Canada)**

**Date et lieu de naissance :** 16 mars 1957 à Morris (province du Manitoba (Canada))

**Langue(s) de travail :** Anglais

### **Situation/fonction actuelle**

Consultante indépendante en droit international des droits de l'homme

Conseillère principale en droit international des droits de la femme (Projet international sur les droits de la femme, Vancouver)

Membre à part entière (n'exerce pas) de l'Association du barreau du Manitoba (Canada)

### **Principales activités professionnelles**

Directrice de la Division de la recherche et du droit au développement, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Genève, janvier 2009-octobre 2013) ; Cheffe des politiques et des programmes/fonctionnaire responsable, Centre régional pour l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (Bangkok, mai 2006-janvier 2009) ; Cheffe de l'Équipe chargée de la gouvernance démocratique, Centre régional du PNUD pour l'Europe/Communauté d'États indépendants (Bratislava, septembre 2003-mai 2006) ; Directrice du Programme de réforme de la justice pénale, Open Society Institute (Budapest, février 2001-janvier 2003) ; spécialiste des droits de l'homme, Centre pour les droits de l'homme de l'ONU (Genève, août 1995-juin 1996) ; associée principale, Centre international pour la réforme du droit criminel, faculté de droit de l'Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, février 1994-août 1995) ; administratrice, Service de la prévention du crime et de la justice pénale, Office des Nations Unies à Vienne (septembre 1991-janvier 1992, mai 1992-septembre 1993) ; conseillère sur la politique juridique, Section de la politique en matière de droit pénal, Ministère de la justice, Gouvernement canadien (décembre 1989-septembre 1991) ; Procureure de la Couronne, province du Manitoba (Canada, 1981-1987)

### **Études**

Maîtrise (*Master of Arts*), faculté des sciences politiques, Université de Toronto (Canada)

Diplôme en sciences sociales, École supérieure internationale, Université de Stockholm (Suède)

Licence (*Bachelor of Arts*), faculté des lettres, Université du Manitoba (Canada)

Licence en droit (*Bachelor of Laws*), faculté de droit, Université du Manitoba (Canada)

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate**

Avocate canadienne accomplie au bénéfice d'une solide expérience du droit international des droits de l'homme fruit d'une carrière remarquable de trente-cinq années, M<sup>me</sup> Kran possède à la fois une très bonne connaissance du droit international des droits de l'homme et une vaste expérience pratique acquise en conseillant un grand nombre de pays sur l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme. Aux diverses fonctions qu'elle a occupées au sein de l'ONU, des milieux universitaires, de la société civile et de l'administration publique, elle a donné des impulsions stratégiques et efficaces dans le domaine des droits de l'homme. M<sup>me</sup> Kran possède une compréhension et une expérience approfondies des interactions et des liens qui existent entre les droits civils et

politiques et les droits économiques, sociaux et culturels, notamment le droit au développement. Elle est une experte reconnue des aspects liés au sexe des droits de l'homme. M<sup>me</sup> Kran possède une vision d'ensemble et réaliste du rôle essentiel que jouent les organes conventionnels des Nations Unies dans la promotion, la protection et la réalisation des droits de l'homme.

## **Sergiy Kyslytsya (Ukraine)**

**Date et lieu de naissance :** 15 août 1969 à Kiev (Ukraine)

**Langue(s) de travail :** Ukrainien, anglais, russe, espagnol, français

### **Situation/fonction actuelle**

Ministre ukrainien adjoint des affaires étrangères

### **Principales activités professionnelles**

Diplomate de carrière (envoyé extraordinaire et plénipotentiaire de première classe) (entré au Service diplomatique en 1992)

Titulaire de fonctions diplomatiques en Ukraine, en Belgique et aux États-Unis d'Amérique, dont celle de Chef du Bureau du Conseil de l'Europe (1992-2005)

- Deuxième et premier Secrétaire (questions politiques), ambassade d'Ukraine à Bruxelles, et Mission de l'Ukraine auprès de l'OTAN
- Point de contact de l'Ukraine pour l'Union de l'Europe occidentale
- Chef de cabinet du Ministre des affaires étrangères
- Ministre-conseiller, Chef de mission adjoint, ambassade d'Ukraine aux États-Unis d'Amérique

Directeur général de la Direction des organisations internationales du Ministère ukrainien des affaires étrangères (2006-2014)

### **Études**

Diplôme en droit international (avec mention *cum laude*), Institut des relations internationales, Université nationale Taras Shevchenko de Kiev (Ukraine) (1993)

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

Membre du Comité directeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes du Conseil de l'Europe, ainsi que de son bureau (2007-2011).

Élu membre de la Commission pour l'égalité de genre du Conseil de l'Europe (2012)

Vice-Président de la Commission pour l'égalité de genre (2012-2013) ; Président ad intérim depuis juillet 2014

Élu Président pour 2015 de la Commission pour l'égalité de genre ; réélu Président de la Commission pour 2016

Coprésident du Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de stratégie nationale en faveur des droits de l'homme et le plan d'action connexe (2014-2015)

Membre du Conseil interinstitutions sur la famille, l'égalité entre les sexes, l'évolution démographique, la prévention de la violence dans la famille et la lutte contre la traite des personnes

Président de la Commission nationale ukrainienne pour l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (depuis janvier 2015)

Représentant de l'Ukraine au sein du Conseil exécutif de l'UNESCO (depuis avril 2015)

Membre de la délégation ukrainienne aux soixante-deuxième à soixante-dixième sessions  
de l'Assemblée générale des Nations Unies

## Cephas Lumina (Zambie)

**Date et lieu de naissance :** 13 juin 1962 à Kabwe (Zambie)

**Langue(s) de travail :** Anglais

### Situation/fonction actuelle

Professeur-chercheur (droit public), faculté de droit Nelson R. Mandela, Université de Fort Hare (depuis 2014)

Professeur extraordinaire de droit des droits de l'homme, Centre pour les droits de l'homme, Université de Pretoria (depuis 2010)

Professeur de droit invité à l'Université de Lusaka (cours sur les droits de l'homme et autres) (depuis 2015)

Avocat près la Haute Cour de Zambie (depuis 1986)

### Principales activités professionnelles

Réaliser des travaux de recherche et encadrer les travaux d'étudiants de troisième cycle, principalement dans le domaine des droits de l'homme ; promouvoir une culture de la recherche au sein de la faculté de droit de l'Université de Fort Hare ; dispenser des formations sur des questions relatives aux droits de l'homme dans des cadres universitaires et non universitaires ; donner des conférences sur les droits de l'homme dans diverses universités ; présenter des exposés à des conférences sur les droits de l'homme ; participer aux activités d'organismes professionnels tels que le Réseau africain de spécialistes du droit constitutionnel, l'Association internationale de droit constitutionnel et le Consortium ETO ; et fournir des services de consultant à des organisations internationales ainsi qu'à des gouvernements et à des organisations non gouvernementales (Programme des Nations Unies pour le développement, Agence canadienne de développement international, Agence suédoise de coopération internationale au développement, Organisation internationale de droit du développement, Ministère de la justice et des affaires juridiques [Zimbabwe], Centre de ressources juridiques [Afrique du Sud], Human Rights Trust of Southern Africa, Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, No Peace Without Justice [Italie/Libye], Cour d'appel de Tanzanie, etc.)

### Études

- Doctorat (*PhD*) en droit international/droits de l'homme, Université Griffith (1999)
- Maîtrise (*Master of Laws*) en droit international des droits de l'homme, Université d'Essex (1993)
- Licence en droit (*Bachelor of Laws*) (mention bien), Université de Zambie (1985)
- Diplôme de troisième cycle en droit international des droits de l'homme, Université d'Abo Akademi (2003)
- Certificat d'admission à pratiquer en tant qu'avocat près la Haute Cour de Zambie (1986)

### Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Expert indépendant de l'ONU chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice

de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels (2008-2014)

- A participé à l'élaboration de normes internationales relatives aux droits de l'homme, telles que les Principes directeurs relatifs à la dette extérieure et aux droits de l'homme, dont il est l'auteur, les Principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme et le projet de principes directeurs sur les droits de l'homme et la solidarité internationale
- Membre de l'Institut international des droits de l'homme (depuis 2010)
- Professeur invité à l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire (2007-2008) et chargé de cours invité à l'Université Makerere (2006)
- Maître de conférences en droit, Université du KwaZulu-Natal (2003-2009) et chargé de cours en droit, Université du Swaziland (2000-2002)
- Juriste en Zambie (1987-1993)

## **Honoré Mitshabo Tshitenge (République démocratique du Congo)**

[Original : français]

**Date et lieu de naissance :** 16 avril 1973 à Kamina (province actuelle du Haut-Lomami)

**Langue(s) de travail :** Français

### **Situation/fonction actuelle**

Conseiller du Ministre de la justice, chargé de la promotion, diffusion et vulgarisation des droits de l'homme et libertés fondamentales

Expert du Gouvernement à l'Entité de liaison des droits de l'homme

Avocat près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe

Délégué à la Commission nationale de lutte contre la traite des êtres humains

### **Principales activités professionnelles**

- Traiter les dossiers du Ministère de la justice relatifs aux droits de l'homme
- Élaborer des projets d'observations sur les rapports des organismes des droits de l'homme
- Élaborer des projets de réponse aux correspondances et des projets d'allocation en matière de droits de l'homme
- Élaborer des projets de séminaires (d'information, de formation et de sensibilisation) et de conférences en matière de promotion des droits de l'homme
- Conseiller les autorités sur les décisions à prendre en matière de droits de l'homme
- Représenter les autorités à des réunions officielles et y intervenir au besoin
- Mettre en œuvre le Plan national de promotion et de protection des droits de l'homme en dégageant les pistes d'action concrètes

### **Études**

- Licence en droit (option droit public), Université de Kinshasa (2002)
- Diplôme d'État (option pédagogie générale), Institut Mobutu de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) (1993)
- Certificat d'études primaires, école primaire Maua (province du Tanganika) (1985)
- (Voir les autres diplômes dans le curriculum vitae complet)

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

- Statuer sur toute question relative aux droits de l'homme soumise par le Comité de pilotage de l'Entité de liaison des droits de l'homme
- Suggérer des orientations propices à une bonne promotion et diffusion des droits de l'homme et des libertés fondamentales
- Élaborer les rapports au titre de l'Examen périodique universel

- Participer à l'évaluation périodique de la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo
- Examiner les causes des violations des droits de l'homme
- Présenter des recommandations et des propositions de décision au Comité de pilotage de l'Entité de liaison des droits de l'homme

## **Rookmeenee Narainamah Narayen (Maurice)**

**Date de naissance :** 15 avril 1941

**Langue(s) de travail :** Anglais, français et créole

### **Situation/fonction actuelle**

**Présidente – Groupe d’examen des services financiers.** Je préside le Groupe d’examen des services financiers, qui intervient lorsqu’une personne s’estimant lésée fait appel d’une décision du Comité d’exécution de la Commission des services financiers. Ce groupe peut, après examen, confirmer, modifier ou annuler une décision de ce comité. Il est fréquemment appelé à interpréter des règlements financiers complexes, ainsi que le Code de prévention du blanchiment d’argent et du financement du terrorisme.

### **Principales activités professionnelles**

- Présidente du Groupe d’examen des services financiers (depuis 2016)
- Médiatrice des enfants (2011-2015)
- Vice-Présidente de la Division de lutte contre la discrimination sexuelle de la Commission nationale des droits de l’homme (2003-2011)
- Juge à la Cour suprême de Maurice (1993-2003)
- Maître-greffier à la Cour suprême et juge-commissaire (1989-1993)
- Présidente du Tribunal du travail (1984-1989)
- Juge d’instance intermédiaire (1981-1984)
- Juge de tribunal de district (1975-1981)
- Présidente du Conseil pénitentiaire (1977-1979)
- Avocate, Ordre des avocats mauriciens (1971-1975)

### **Études**

J’ai été admise au barreau de l’Angleterre et du pays de Galles en novembre 1970. Je suis avocate (Lincoln’s Inn, Royaume-Uni)

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l’organe conventionnel auquel postule la candidate**

Depuis que je suis retournée à Maurice en janvier 1971 pour y exercer en tant qu’avocate, je milite en faveur des droits de l’homme, et tout particulièrement en faveur des droits de l’enfant et des droits de la femme. J’ai contribué pour beaucoup à faire modifier des lois discriminatoires à l’égard des femmes et des enfants. Tout au long de ma carrière dans la fonction judiciaire, j’ai eu à m’occuper de questions liées aux droits de l’homme, telles que la justice sociale. En ma qualité de juge à la Cour suprême, j’ai rendu des jugements décisifs en matière de droits de l’homme, notamment en ce qui concerne le droit à la mise en liberté sous caution et le droit à l’éducation. En ma qualité de Médiatrice des enfants, en plus d’avoir procédé à un nombre considérable d’enquêtes, je me suis attachée sans relâche à mener des campagnes de sensibilisation pour promouvoir une culture propice aux droits de l’enfant. Les quatre rapports annuels que j’ai présentés témoignent de ces formidables accomplissements. J’ai également vivement encouragé Maurice à signer et ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l’enfant établissant une procédure de présentation de communications.

**Lalane Josiane Ralaivaoarisoa (Madagascar)**

[Original : français]

**Date et lieu de naissance :** 9 septembre 1956 à Mananjary (Madagascar)**Langue(s) de travail :** Français et anglais**Situation/fonction actuelle**

Magistrat de premier grade, avocat général près le Parquet général de la cour d'appel d'Antananarivo (Madagascar)

Conseillère spéciale auprès du Premier Ministre sur les questions juridiques et les droits de l'homme

Point focal sur les questions relatives aux droits de l'homme, en particulier la lutte contre la traite des êtres humains

**Principales activités professionnelles**

En tant qu'avocat général, je suis membre de la chambre d'accusation et juge des affaires criminelles.

En tant que conseillère sur les droits de l'homme, je suis chargée de la réalisation des obligations liées aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés, en particulier dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains.

**Études**

Diplôme de droit privé de l'Université de Madagascar et de l'Institut d'études judiciaires

Certificat sur l'administration et la protection des droits de l'homme de l'Institut international d'administration publique de Paris (France)

Certificat sur la lutte contre la criminalité en Corée du Sud

Certificat sur le droit international humanitaire

Certificat sur la lutte contre la traite des êtres humains

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate**

Membre du Bureau national de lutte contre la traite des êtres humains

Ancienne membre du Comité de rédaction des rapports initiaux et périodiques aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme

Suivi des rapports relatifs aux droits de l'homme, en particulier dans le cadre de l'Examen périodique universel, en tant que conseillère sur les droits de l'homme du Premier Ministre et Chef du Gouvernement

## **Sir Nigel Rodley (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**

**Date et lieu de naissance** : 1<sup>er</sup> décembre 1941 à Leeds (Royaume-Uni)

**Langue(s) de travail** : Anglais, français et espagnol

### **Situation/fonction actuelle**

Depuis 2015 : Professeur émérite de droit

Depuis 2003 : Président du Centre des droits de l'homme (Université d'Essex)

Depuis 2001 : Membre du Comité des droits de l'homme (Président en 2013 et 2014)

Depuis 2015 : Corapporteur spécial du Comité des droits de l'homme sur les nouvelles communications et les mesures intérimaires ; Corapporteur sur le projet d'observation générale n° 36 ; coordonnateur pour la question du cinquantième anniversaire des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme

### **Principales activités professionnelles**

1965-1968 : Maître assistant en droit à l'Université Dalhousie de Halifax (Nouvelle-Écosse (Canada))

1968-1969 : Administrateur adjoint de première classe pour les affaires économiques au sein de la Division des finances publiques et des institutions financières de l'ONU à New York

1969-1972 : Chargé de cours invité en sciences politiques, programme d'études universitaires supérieures, New School for Social Research, New York

1970-1972 : Chargé de recherche, Centre d'études internationales de l'Université de New York

1973-1990 : Chef fondateur du Bureau chargé des questions juridiques, Secrétariat international d'Amnesty International, Londres

1973-1990 : Chargé de cours à temps partiel, London School of Economics (chargé de recherche (1983))

Chargé d'enseignement (1990-1994)/professeur de droit (1994-2015), Université d'Essex, Colchester (Royaume-Uni) ; Directeur responsable de la maîtrise (*Master of Laws*) en droit international des droits de l'homme (1991-1993) ; doyen de la faculté de droit (1992-1995)

1993-2001 : Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la question de la torture

### **Études**

1960-1963 : Licence en droit (*Bachelor of Laws*), Université de Leeds

1964-1965 : Maîtrise en droit (*Master of Laws*), Université Columbia

1970 : Maîtrise en droit (*Master of Laws*), Université de New York

1993 : Doctorat (*PhD*), Université d'Essex

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

Depuis 2003 : commissaire, Commission internationale de juristes (Président depuis 2012 ; membre du Conseil de JUSTICE, section britannique de la Commission depuis le milieu des années 1990)

Depuis 2000 : membre, Comité de rédaction, British Year Book of International Law

Depuis 2009 : corédacteur en chef, Israel Law Review

Depuis 2010 : membre du Groupe consultatif sur les droits de l'homme du Ministère britannique des affaires étrangères

Depuis 2013 : parrain de Freedom from Torture (membre du conseil d'administration de 2003 à 2013) ; parrain de REDRESS

2015 : expert indépendant, Groupe de travail intergouvernemental des Nations Unies chargé de réviser l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Le Cap)

Depuis 1990 : programmes de formation en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine (par exemple, en 2015, Programme de bourses de perfectionnement en droit international (La Haye) et Séminaire de droit international des Nations Unies pour les États arabes (Le Caire)

## **Víctor Manuel Rodríguez-Rescia (Costa Rica)**

[Original : espagnol]

**Lieu de naissance :** San José (Costa Rica)

**Langue(s) de travail :** Anglais, espagnol

### **Situation/fonction actuelle**

Membre du Comité des droits de l'homme, où il exerce également la fonction de rapporteur chargé du suivi des communications de particuliers (constatations) ; Président de l'Institut interaméricain de la responsabilité sociale et des droits de l'homme ; membre de l'Assemblée générale de l'Institut interaméricain des droits de l'homme ; membre de la Commission internationale de juristes

### **Principales activités professionnelles**

Membre et fonctionnaire d'organismes internationaux de protection des droits de l'homme du système interaméricain et du système des Nations Unies (dix années d'expérience professionnelle au sein de la Cour interaméricaine des droits de l'homme en qualité de Secrétaire adjoint par intérim et Chef du Département juridique. Administrateur du programme d'administration de la justice et des droits de l'homme de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH). Membre durant six ans (2006-2012) du Sous-Comité pour la prévention de la torture (Président, Vice-Président et Chef de délégation lors de visites menées au Mexique, au Cambodge, en Bolivie et en Argentine (2006-2012))

Vingt-six années d'expérience en qualité d'expert international des droits de l'homme, chargé de la coordination, de la mise en œuvre et de l'évaluation de projets dans toute l'Amérique latine (IIDH, Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine, Programme des Nations Unies pour le développement, Agence suédoise de coopération internationale au développement, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, projet « Atlas de la torture », ABO Akademi, etc.).

Professeur et professeur invité à l'Université Columbia (États-Unis d'Amérique), à l'Université de Milan-Bicocca (Italie) et à l'Université de Verone (Italie)

### **Titres universitaires**

Diplôme de troisième cycle en droit international public, Université du Costa Rica (1989)

Licence en droit, faculté de droit, Université du Costa Rica (1987)

Programme de cours d'été sur les droits de l'homme, Université d'Oxford (2002)

Cours sur les droits de l'homme, Institut international des droits de l'homme (Strasbourg) (1996)

Vingt-septième session d'enseignement, Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (France) (juillet 1996)

24<sup>e</sup> Programme extérieur, session de San José, Académie de droit international de La Haye (1995)

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

Professeur chargé du programme de cours d'été sur les droits de l'homme, Université DePaul de Chicago (Illinois (États-Unis d'Amérique))/Costa Rica (depuis 2005)

Professeur et coordonnateur de cours sur la présentation d'affaires internationales relatives aux droits de l'homme devant le système interaméricain, Université DePaul (1999-2011)

Coordonnateur universitaire des XXVII et XXX cours interdisciplinaires sur les droits de l'homme, Institut interaméricain des droits de l'homme (2009, 2012)

Professeur chargé du programme de maîtrise en droits de l'homme et éducation pour la paix, Université pour la paix/Institut pour l'intégration et le développement latino-américain (1999-2000), Université nationale (Costa Rica) (2000-2007)

Professeur invité en maîtrise des droits de l'homme (Université de La Plata (Argentine), Université Rafael Landívar (Guatemala), Université nationale (Heredia (Costa Rica)) et Université Saint-Thomas (Colombie)

Professeur de droit international public, faculté de droit de l'Université du Costa Rica (1999-2005)

Professeur chargé de cours sur les droits de l'homme, Université Lasalle, San José (Costa Rica) (1996-1998)

## **Fabián Omar Salvioli (Argentine)**

[Original : espagnol]

**Date et lieu de naissance :** 5 avril 1963 à La Plata (Argentine)

**Langue(s) de travail :** Espagnol, anglais et français

### **Situation/fonction actuelle**

Président du Comité des droits de l'homme.

Titulaire de la chaire de droit international public, Directeur de l'Institut des droits de l'homme, faculté des sciences juridiques et sociales, Université nationale de La Plata (Argentine) ; Directeur responsable de la maîtrise en droits de l'homme, faculté des sciences juridiques et sociales, Université nationale de La Plata

### **Principales activités professionnelles**

Professeur invité dans un grand nombre d'établissements universitaires d'Amérique latine et d'Europe ; consultant auprès d'institutions internationales ; membre de l'Assemblée générale de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (Costa Rica) ; membre de l'Assemblée générale de l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg) ; Codirecteur de l'Institut Berg des relations internationales (Madrid) ; professeur à l'Institut de l'Académie diplomatique argentine, Ministère des relations extérieures et du culte (République argentine)

### **Titres universitaires**

Doctorat (*phD*) en sciences juridiques (avec mention *cum laude*), Université nationale de La Plata

Maîtrise en relations internationales (obtention de la mention la plus élevée pour le mémoire), Université nationale de La Plata

Diplôme d'avocat, Université nationale de La Plata

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

Membre du Comité des droits de l'homme (Rapporteur chargé du suivi des constatations (2013 et 2014) ; Vice-Président (2011 et 2012) ; Président (2015 et 2016). Élu Président de la Réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (2016). A participé aux travaux de groupes de haut niveau à l'invitation d'autres organes des Nations Unies (Conseil des droits de l'homme) et organes conventionnels (Comité contre les disparitions forcées et Comité contre la torture)

**José Manuel Santos Pais (Portugal)**

**Date de naissance :** 12 juin 1954

**Langue(s) de travail :** Portugais, français, anglais, espagnol, italien et allemand

**Situation/fonction actuelle**

Procureur général adjoint près la Cour constitutionnelle du Portugal depuis 2009, membre de l'appareil judiciaire portugais ; procureur depuis 1977

**Principales activités professionnelles**

Procureur général adjoint près la Cour constitutionnelle (chargé des questions relatives aux droits civils et politiques)

Directeur (1978-2003) du Bureau de droit comparé, institution nationale de promotion et de diffusion des droits de l'homme et de coopération juridique internationale œuvrant à rendre la législation nationale conforme aux instruments internationaux et aux processus de mise en œuvre ; coordination, dans le domaine des droits de l'homme, des initiatives de sensibilisation à la discrimination et au racisme ; coordination des initiatives de formation des magistrats et des juristes aux droits de l'homme et à la coopération internationale

Participation aux processus d'élaboration de normes internationales, notamment en ce qui concerne la protection des droits des minorités et les droits de l'homme dans le domaine de la justice pénale et de la coopération judiciaire en matière pénale

Coopération avec les commissions de réforme législative et participation aux processus bilatéraux et multilatéraux de coopération et d'assistance juridiques et judiciaires

**Études**

Diplôme de droit (1971-1976) de la faculté de droit de l'Université de Lisbonne

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

Chef (2003-2006), Bureau pour les affaires internationales, européennes et de coopération : coordination des activités de coopération juridique menées avec l'ONU, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne, etc. ; et participation à des activités de coopération judiciaire internationale, notamment à la mise en place de réseaux judiciaires (réseau judiciaire européen, réseau judiciaire ibéro-américain et réseau judiciaire lusophone)

Coordination d'une grande revue portugaise du domaine juridique et des droits de l'homme

Auteur de plusieurs supports de sensibilisation aux normes et moyens de recours en matière de droits de l'homme (<http://direitoshumanos.gddc.pt/6/VIPAG6.htm>)

Participation à l'automatisation de systèmes d'information juridique et judiciaire, ainsi que d'un portail des droits de l'homme à l'usage des magistrats et des juristes (<http://direitoshumanos.gddc.pt/>)

Membre du Conseil consultatif de procureurs européens (depuis 2014)

Membre du conseil d'administration du Comité national portugais pour l'UNICEF (depuis 2001)

## **Marat Sarsembayev (Kazakhstan)**

**Date et lieu de naissance :** 15 décembre 1947 dans l'oblys d'Almaty (Kazakhstan)

**Langue(s) de travail :** Anglais, russe, kazakh

### **Situation/fonction actuelle**

Membre de la Commission électorale centrale de la République du Kazakhstan : réalisation des droits de l'homme des Kazakhs (voter et être élu) ; rapport à l'ONU et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe sur le respect par la République du Kazakhstan de ses obligations internationales en matière de droits de l'homme

Expert de la Commission des droits de l'homme relevant de la présidence de la République du Kazakhstan

Membre de l'organe consultatif sur la dimension humaine des droits de l'homme du Ministère kazakh des affaires étrangères

Docteur en droit, professeur de droit international des droits de l'homme

### **Principales activités professionnelles**

Assistant, professeur assistant et professeur de droit international et de droit des droits de l'homme, doyen de la faculté de droit de l'Université d'État du Kazakhstan, titulaire de la chaire de droit international (1973-2000)

Membre de la Commission des droits de l'homme relevant de la présidence de la République du Kazakhstan (1997-1998)

Président de l'Université de droit international et de commerce « Daneker » (1997-2002)

Doyen de la faculté de droit, professeur (chargé de cours en anglais sur le droit international des droits de l'homme) à l'Université nationale d'Eurasie L. N. Gumiliev (2002-2005)

Représentant personnel du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe sur les questions électorales et les droits de l'homme électoraux (janvier-décembre 2010)

Membre du jury de droit international de la faculté de droit de l'Université de Paris 12 (France) (2011)

Membre du Comité des droits de l'homme à New York et Genève (janvier-décembre 2012)

Directeur du Département des relations internationales (comprenant le droit international des droits de l'homme électoraux), membre de la Commission électorale centrale de la République du Kazakhstan (depuis 2005)

### **Études**

- Faculté d'anglais de l'Institut des langues étrangères d'Almaty (devenue l'Université kazakhe des relations internationales et des langues du monde Abylaykhan) (diplôme obtenu avec mention) (1965-1969)
- Faculté de droit de l'Université kazakhe d'État S. M. Kirov (devenue l'Université nationale kazakhe al-Farabi) (diplôme obtenu avec mention) (1966-1973)
- Professeur de droit international et de droit des droits de l'homme, docteur en droit – Département de droit international de l'Institut de l'État et du droit de l'Académie des sciences de Russie (1994)

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

- Faculté d'anglais de l'Institut des langues étrangères d'Almaty (devenue l'Université kazakhe des relations internationales et des langues du monde Abylaykhan) (diplôme obtenu avec mention) (1965-1969)
- Faculté de droit de l'Université kazakhe d'État S. M. Kirov (devenue l'Université nationale kazakhe al-Farabi) (diplôme obtenu avec mention) (1966-1973)
- Professeur de droit international et de droit des droits de l'homme, docteur en droit – Département de droit international de l'Institut de l'État et du droit de l'Académie des sciences de Russie (1994)

## **Anja Seibert-Fohr (Allemagne)**

**Date et lieu de naissance :** 3 avril 1969 en Allemagne

**Langue(s) de travail :** Anglais, français, italien (notions) ; allemand (langue maternelle)

### **Situation/fonction actuelle**

Vice-Présidente du Comité des droits de l'homme (depuis 2015)

Membre du Comité des droits de l'homme (depuis 2013)

Directrice de l'Institut de droit international et européen (Göttingen)

Titulaire de la chaire de droit international et droit des droits de l'homme, Université Georg-August

### **Principales activités professionnelles**

Corapporteuse du Comité des droits de l'homme chargée du suivi des constatations (2013-2014)

Directrice du projet de recherche Minerve, Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international public (Heidelberg) (2008-2013)

Membre du Comité fondateur de l'Académie internationale des principes de Nuremberg (2010-2011)

Conseillère juridique auprès des conférences sur la dimension humaine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (2003-2010)

Professeur invité à l'Université de Cambridge (2010) et à l'Université Georgetown (2009)

Professeur adjoint, programme de master en droit comparé des Universités de Mannheim et d'Adelaïde (2003-2008)

Chargée de cours en droit international et droit comparé, Université de Heidelberg (2002-2012)

Chargée de recherche principale, Institut Max Planck de droit international (Heidelberg) (2000-2008)

### **Études**

- Doctorat en sciences juridiques, droit international des droits de l'homme, Université George Washington (Washington) (2004)
- Maîtrise (*Master of Laws*) en droit international et droit comparé (avec mention très bien), Université George Washington (Washington) (2000)
- Examen du barreau (Francfort (Allemagne)) (1996) ; greffière à la Cour d'appel (Francfort) (1993-1996)
- Doctorat en droit (*Juris Doctor*) (avec mention) (Allemagne) (1993)

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate**

- Directrice du projet sur l'indépendance de la justice mené par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international public (2008-2010)

- Conseillère juridique pour la section des droits de l'homme de l'Encyclopédie Max-Planck du droit international public
- Projets de développement sur la primauté du droit (depuis 2008)
- Conseillère juridique de la délégation allemande auprès de l'OSCE (dimension humaine) (2003-2009)

## **Yuval Shany (Israël)**

**Date et lieu de naissance :** 28 mars 1969 à Rehovot (Israël)

**Langue(s) de travail :** Anglais, français

### **Situation/fonction actuelle**

Membre du Comité des droits de l'homme (depuis 2013) – fonctions assumées : Corapporteur sur les nouvelles communications et les mesures intérimaires et Corapporteur pour l'observation générale n° 36 (Le droit à la vie)

Doyen et titulaire de la chaire Hersch Lauterpacht de droit international public, faculté de droit, Université hébraïque

### **Principales activités professionnelles**

Chargé de cours en droit international et droit international des droits de l'homme à l'Université hébraïque (depuis 1999) ; chercheur invité au sein du Programme sur les droits de l'homme de l'Université Harvard (2003-2004), du Centre de droit international d'Amsterdam (2004) et de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international public (2011) ; professeur invité aux facultés de droit de l'Université Georgetown (2007), de l'Université du Michigan (2008), de l'Université de Sydney (2009 et 2012) et de l'Université Columbia (2009-2010), ainsi qu'au Centre d'études juridiques transnationales (Londres, 2012) ; Codirecteur du Groupe de réflexion sur les cours et tribunaux internationaux de la Société européenne de droit international ; membre de l'Association de droit international (ADI) et Corapporteur du groupe d'étude de l'ADI sur l'application du droit international par les juridictions nationales ; membre du barreau israélien (depuis 1996) ; corédacteur en chef de l'*Israel Law Review* ; membre du Comité de rédaction de la revue internationale de la Croix-Rouge

### **Études**

Doctorat (*PhD*) en droit, École des études orientales et africaines, Université de Londres (2001) – thèse consacrée à la compétence concurrente des cours et tribunaux internationaux (l'ouvrage tiré de cette thèse a décroché en 2004, auprès de l'*American Society of International Law*, un prix récompensant une contribution éminente à la recherche créative ; maîtrise (*Master of Laws*) en études juridiques internationales, faculté de droit de l'Université de New York (1997) ; licence en droit (*Bachelor of Laws*) (avec mention *cum laude*), Université hébraïque de Jérusalem

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat**

Directeur du centre Minerve pour les droits de l'homme, Université hébraïque de Jérusalem (2006-2009) ; membre du conseil d'administration du projet sur les cours et tribunaux internationaux (2007-2012) ; membre de la délégation israélienne dépêchée devant le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (1998) ; chargé de recherche principal à l'Institut israélien pour la démocratie (depuis 2008) ; membre du conseil d'administration de B'Tselem (2009-2012) ; fourniture de mémoires d'*amicus curiae* et d'avis d'expert dans plus d'une vingtaine d'affaires de droit international et de droit des droits de l'homme examinées par des juridictions israéliennes et américaines ainsi que des juridictions internationales ; participation à un grand nombre de conférences internationales et auteur de 90 publications sur le droit international et les droits de l'homme ; lauréat de la subvention de démarrage « Efficacité des juridictions internationales » du Conseil européen de la

recherche ; Codirecteur du projet sur l'impact des juridictions internationales sur les procédures pénales internes ouvertes dans des affaires relatives à des atrocités de masse (DOMAC)

## Appendice

[Anglais, espagnol et français seulement]

### **Tania María Abdo Rocholl (Paraguay)**

#### **Publicaciones más recientes en ese campo :**

“Género en Prisión : Madres en contexto de encierro” (2012). “Políticas públicas con enfoque de derechos humanos. Avances del Paraguay” (2012). “Formalización de la economía informal” ; “Sistema de intermediación laboral” ; “Sistema de capacitación laboral” ; “Entorno favorable para la reactivación de la economía y la producción” (Coautoría. FEPRINCO y ACT/EMP – OIT, 2016).

### **Rhadys Iris Abreu Blondet de Polanco (República Dominicana)**

#### **Obras Publicadas :**

- BANCO DE ACTOS – 1987 Un compendio que comprende modelos de los actos auténticos de mayor uso en la República Dominicana.
- EL NOTARIADO Y SU ORGANIZACIÓN PROFESIONAL – 1996 Estudio sobre la Organización Notarial desde la antigüedad hasta nuestros días.
- JURISDICCION VOLUNTARIA – 1998 Estudio Comparado de Leyes que rigen la jurisdicción no contenciosa en distintos países del Continente Americano.
- RENDICION DE CUENTAS – 1999. Trabajo para optar por el Certificado Académico del instituto Interamericano de Derechos Humanos (IIDH) de San Jose, Costa Rica.
- LECCIONES DE DERECHO NOTARIAL – 2002. Manual sobre los distintos tipos de actos notariales y sus formalidades.

### **Koita Bamariam (Mauritanie)**

#### **Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine**

Les rapports collectifs de la Commission nationale des droits de l’homme de 2007 à 2013 ainsi que les rapports périodiques de la République islamique de Mauritanie (CERD – CADHP).

**Ilze Brands Kehris (Latvia)****List of most recent publications in the field :**

Effective Human Rights Protection and Conflict Prevention in a Changing Multilateral Context. The OSCE High Commissioner on National Minorities 2001-2015 (book, forthcoming, 2017)

“Education and Human Rights” in The Hague Recommendations Regarding the Education Rights of National Minorities, Brill/Nijhoff, (article, forthcoming, 2016)

“The High Commissioner on National Minorities at 20 : Introduction”, Journal on Ethnopolitics and Minority Issues in Europe, Vol. 12, No. 3, 2013

“Citizenship, Participation and Representation”, chapter in How Integrated is Latvian Society ? Audit of Achievements, Failures and Challenges, ed. Nils Muižnieks, pp. 92-124, Riga : University of Latvia Press, 2010

“The Participation of National Minorities in Cultural, Social, Economic life and Public affairs (Article 15), in European Convention for the Protection of National Minorities – lessons from Europe for Latvia [in Latvian], Riga : Council of Europe Information Bureau, 2006

“Civil and Political Rights” and “Nation and Identity” in Cik demokrātiska ir Latvija. Demokrātijas monitorings 2005-2007, Riga : Zinātne, 2007 and “Political Nation and Citizenship” in How Democratic is Latvia, ed. Juris Rozenvalds, Riga ; University of Latvia Press, 2005 (Latvian and English versions)

“The European Union, democratization and minorities in Latvia”, chapter (co-authored with Nils Muižnieks) in The European Union and Democratization. Europe and the Nation State, Paul Kubicek, ed., Routledge, 2003

**Bello Bukhari (Nigeria)****List of most recent publications in the field :**

I coordinated the compilation and also edited the following publications.

- i) Report of the National Working Group on Prison Reforms and Decongestion 2005.
- ii) 2005-2006 Report on the State of Human Rights in Nigeria.
- iii) Guidelines for Collaboration between National Human Rights Institutions and Civil Society Organizations in Africa.
- iv) Report of the 2002-2003 National Prison Audit of the National Human Rights Commission.
- v) The Annual Reports of the National Human Rights Commission, 2000-2005.

## **Sêgnitondji Isidore Clément Capo-Chichi (Bénin)**

### **Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine**

« Égalité de droit dans la famille au Bénin : progrès et défis à la lumière de la CEDEF », Mémoire de recherche, Master 2 Spécialité Droit international et européen des droits fondamentaux, Université de Nantes, mai 2013

« Quels droits pour les enfants dits sorciers ? » In Lueur d'espoir, Bulletin d'information et d'éducation sur les droits humains, Amnesty-International/Bénin, n° 004, janvier-février 2002, p. 5 et 6.

« La peine de mort viole le droit à la vie » In La Nation n° 5595 du jeudi 11 octobre 2012 dans la rubrique Droits et devoirs.

## **Osman El Hajjé (Liban)**

### **Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine**

En plus d'un grand nombre d'études élaborées tout au long de plusieurs dizaines d'années sur les différents domaines des droits de l'homme, du droit au développement, du droit à l'aide humanitaire et du droit humanitaire, les dernières sont en date de 2015 :

- Le conseil des droits de l'homme et le risque de l'incrédibilité, publication de la Revue électronique OïDU à Rome 2014 ;
- Rôle des institutions étatiques dans la protection des droits de l'homme, 2015, prochaine publication de l'Université Jinan.

## **Alvina Gyulumyan (Armenia)**

### **List of most recent publications in the field :**

“Positive obligations of Contracting Parties under the European Convention on Human Rights” (Yerevan, 2013), Yearly Almanac “Constitutional justice in the new millennium”.

“Margin of Appreciation of State Authorities” (Yerevan, 2012), Yearly Almanac “Constitutional justice in the new millennium”.

“The Rule of Law principle in the case-law of the European Court of Human Rights” (Yerevan, 2004), Yearly Almanac “Constitutional justice in the new millennium”.

European Court of Human Rights, Collection of Judgments (Armenian translation) (Yerevan 2002 and Yerevan 2003), Scientific editor and the author of the preface.

“Human Rights in the legislation of the Republic of Armenia and their application (social and economic rights)” (Yerevan, 2000), Institute for Democracy and Human Rights – “IDHR”.

**Christof Heyns (South Africa)****List of most recent publications in the field :**

- ‘Human rights and the use of autonomous weapons systems (AWS)’ Human Rights Quarterly 2016 ;
- Compendium of key human rights documents of the African Union (PULP 2013, also available in French, Arabic and Portuguese) ;
- ‘The long-term human rights implications of targeted killings’ Harvard International Law Journal (2013) ;
- Human Rights Law in Africa, vols 1 and 2 (Martinus Nijhoff, 2004, also in French).

**Dodzi Komla Kokoroko (Togo)****Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine**

« Synthèse générale », Colloque de Ouagadougou, Société burkinabé de droit constitutionnel, Les alternances politiques en Afrique : défis démocratiques et enjeux constitutionnels, 14-15 mars 2016

Le droit international de la démocratie, Harmattan, 2016 (à paraître)

« Remarques sur quelques mutations du droit constitutionnel par les crises politiques en Afrique », in Mélanges Théodore HOLO, à paraître, 2016

« L’Universitaire, la politique et la démocratie en Afrique », in Mélanges Francis WODIE, PUA, à paraître, 2016

« Avons-nous encore besoin du droit international de la démocratie ? », Mélanges F. HERVOUET, Pedone-PUP, 2015

« L’Organisation internationale de la Francophonie et la démocratie : variations optimistes sur un couple légitime ? », Ch. Desouches *et al.* (dir.), De Dakar à Dakar, OIF, 2015, Bruylant, 2014

Les grands thèmes du droit administratif, Presses universitaires de Lomé, 2014, 237 pages.

« La nécessité devant le Conseil de sécurité des Nations Unies », Revue béninoise des sciences juridiques et administratives, 2013, p. 43 et suiv.

« Révolution et droit international », Revue togolaise des sciences juridiques, 2013, p. 71 et suiv.

« Le rôle du Secrétaire général des Nations Unies dans les mécanismes de sécurité collective », Revue congolaise de droit, 2013, p. 21 et suiv.

« La politique devant l’administration publique du Togo », in Mélanges Jean du Bois de GAUDUSSON, Presses universitaires de Bordeaux, 2013

« Le juge administratif des libertés », Leçon inaugurale à la rentrée solennelle du Centre d’études en droit administratif et en décentralisation (CEDAT), 8 décembre 2012, Cotonou

« Propos conclusifs », Colloque du CERDRADI-GRECCAP, Université Montesquieu Bordeaux IV, Le Conseil de paix et de sécurité de l’Union africaine, 28 novembre 2012

« Conclusions générales », Colloque de Bordeaux, IDESUF-CAMES, Le service public de la justice en Afrique, 31 octobre 2012

« L'idée de constitution en Afrique », *Afrique contemporaine*, Les tabous du constitutionnalisme en Afrique, n° 242, p. 117 et suiv.

« Le bulletin de santé du contrôle de la légalité des actes des collectivités territoriales au Togo. Virée décentralisatrice aux termes de la loi n° 2007-11 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales », *Revue togolaise des sciences juridiques*, n° 2, juin 2012, p.

« Remarques sur l'(in)efficacité de la Cour pénale internationale », in *Mélanges Yao Biova VIGNON*, Un autre État, Presses universitaires de Lomé, 2012

« Leçons et enseignements tirés des processus électoraux récents en Afrique », in *Conférence des Nations Unies-UNOWA sur les élections et la stabilité en Afrique de l'Ouest*, Praia, 2011

« La démocratie par la société internationale », in *Mélanges Dominique BREILLAT*, Les voyages du droit, LGDJ, 2011, p. 307 à 314.

« La conditionnalité politique, Colloque de Lomé », *Le Togo devant la coopération internationale*, 13 juin 2008, Centre de droit public, Université de Lomé

« Les qualités d'une bonne décision de justice dans la théorie juridique », Colloque du Centre de droit public en collaboration avec le Ministère de la justice du Togo (Programme national de modernisation de la justice, La qualité des décisions de justice au Togo, 18 et 19 novembre 2009, Centre de droit public/Université de Lomé

« Les enjeux de l'internationalisation du constitutionnalisme. Rapport introductif », Colloque international de Lomé des 16 et 17 juin 2010, *L'Afrique et l'internationalisation du constitutionnalisme : actrice ou spectatrice ?*, Université de Lomé et Université Montesquieu Bordeaux IV

« La coexistence entre organisations sous régionales : limites et perspectives », in *Les organisations internationales africaines*, Colloque de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, 10 à 12 septembre 2009, *L'Harmatta*, 2012, p.

« Les élections en Afrique : réussites et échecs », *Pouvoirs*, n° 129, La démocratie en Afrique, Paris, PUF, p. 115 à 125.

« Éléments communs des codes nationaux de l'observation électorale et mise en perspective avec les codes de l'Union africaine et la Déclaration de l'UNEAD du 7 juillet 2005 », in *Vettovaglia (J.-P) (dir.)*, *Études en l'honneur du Président Abdou Diouf*, Bruylant, Bruxelles, 2010

« La portée de l'observation internationale des élections », in *Vettovaglia (J.-P) (dir.)*, *Études en l'honneur du Président Abdou Diouf*, Bruylant, Bruxelles, 2010

« La promotion de l'État de droit par le droit international », *Académie de droit constitutionnel de Yaoundé*, République du Cameroun, 2008

*Contribution à l'étude de l'observation internationale des élections*, Bibliothèque de la Faculté de droit de Poitiers, Coll. Droit public, 2005, 550 pages.

« Réflexions sur le pouvoir législatif du Conseil de sécurité des Nations Unies », *Revue béninoise des sciences juridiques et administratives*, n° 19, 2007, p. 121 à 153.

« L'apport de la jurisprudence constitutionnelle africaine à la consolidation des acquis démocratiques : les cas du Sénégal, du Mali, du Bénin et du Togo », *Revue béninoise des sciences juridiques et administratives*, n° 18, 2007, p. 45 et suiv.

« Flux et reflux du réformisme institutionnel en Afrique noire francophone », *Université de Poitiers*, Table ronde du CECOJI, 2006, 27 pages.

« Le réformisme électoral en Afrique noire francophone », in Démocratie, Droits fondamentaux et vulnérabilité, 12, 13 et 14 novembre 2005, Caire, Égypte, III<sup>e</sup> Journée scientifique du Réseau Droits fondamentaux de l'Agence universitaire de la Francophonie, Bruxelles, Bruylant, 2005

« De la consécration d'un nouveau principe général du droit par le Conseil d'État », La Semaine Juridique-Administrations et collectivités territoriales, n<sup>o</sup> 4, 23 janvier 2006, p.105 à 110

« Régimes politiques et communauté internationale », Revue de la recherche juridique, Droit prospectif, 2005-2, p. 1010 à 1025

« Le droit à des élections libres et démocratiques dans l'ordre régional africain », Revue juridique et politique des États francophones, 2004, p. 37 à 52

« Souveraineté étatique et principe de légitimité démocratique », Revue québécoise de droit international (RQDI), vol. 16-1, 2003, p. 54 à 78

### **Marcia V. J. Kran (Canada)**

#### **List of most recent publications in the field :**

Contributions to many UN publications ; The SDGs : What Has Law Got to Do with Them ? Forthcoming Apr 2016 ; Bhutan's Approach to Human Rights in *Fortress at the Edge of Time* 1999 ; Protecting Interests of Victims at a Permanent ICC Cdn. *Council of Int'l Law* 1997 ; Review of R. Cook *Human Rights of Women*, *Cdn. Yearbook of Int'l Law* 1994 ; Impact of H. Rights Principles on Extradition from Cda. and US with D. Piragoff, *Crim'l Law Forum* 1992

### **Cephas Lumina (Zambia)**

#### **List of most recent publications in the field :**

Numerous publications including reports prepared as UN Independent Expert on foreign debt and human rights and the following academic and non-academic work :

- 'The Protection of Children in Armed Conflict,' in F Viljoen & D Kuwali (eds), *"All Means Necessary": Protecting Civilians and Preventing Atrocities in Africa* (forthcoming).
- 'Sovereign Debt and Human Rights.' In OHCHR, *Realizing the Right to Development: Essays in Commemoration of 25 Years of the United Nations Declaration on the Right to Development* (pp. 289-301). Geneva & New York : United Nations, 2013.
- *Manual on Human Rights State Party Reporting*. Harare : UNDP/Ministry of Justice, 2009.
- 'Free Trade or Just Trade ? The World Trade Organization, Human Rights and Development (Pts 1 & 2)'. *Law, Democracy & Development*, vol. 12, No. 2 (2008) : 20-40 and vol. 14, No. 3 (2010) : 1-26.
- 'Terror in the Backyard : Domestic Terrorism in Africa and its Impact on Human Rights.' *African Security Review*, vol. 17, No. 4 (2008) : 112-132.
- 'Child Soldiers : War Criminals or Pawns in a Deadly Game ?' *African Yearbook on International Humanitarian Law* (2007) : 76-104.

- ‘Counting the Cost : The Impact of Corporate Warfare on the Human Rights of Women and Children in Africa.’ In S Gumedze (ed), *Elimination of Mercenarism in Africa : The Need for a New Continental Approach*. Monograph No. 147 (pp. 101-120). Pretoria : Institute for Security Studies.
- Counter-Terrorism Legislation and the Protection of Human Rights : A Survey of Selected International Practice. *African Human Rights Law Journal*, vol. 7, No. 1 (2007) : 35-67.
- ‘An assessment of the human rights obligations of the World Bank and the International Monetary Fund with particular reference to the World Bank’s Inspection Panel.’ *Journal for Juridical Science*, vol. 31, No. 2 (2006) : 108-129.
- ‘The Promotion and Protection of Economic, Social and Cultural Rights and the Right to Development under the African Regional Human Rights System.’ *Obiter*, vol. 27, No. 2 (2006) : 316-332.

### **Honoré Mitshabo Tshitenge (République Démocratique du Congo)**

#### **Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine**

- « *La problématique de la dépenalisation des délits de presse en RDC* », en seconde lecture au CERJI (Centre d’échanges pour les réformes juridiques et institutionnelles), janvier 2016, <http://centredechanges.blogspot.com>
- « *La liberté d’expression et régime infractionnel de la presse : les pièges à éviter* », sous presse, octobre 2015

### **Rookmeenee Narainamah Narayan (Mauritius)**

#### **List of most recent publications in the field :**

Published **four** annual reports as Ombudsperson for Children :

- Ombudsperson for Children Annual Report 2012
- Ombudsperson for Children Annual Report 2013
- Ombudsperson for Children Annual Report 2014
- Ombudsperson for Children Annual Report 2015

### **Lalane Josiane Ralaivaoarisoa (Madagascar)**

#### **Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine**

Lors de la vingt-neuvième session du Conseil des droits de l’homme à Genève où j’ai représenté le Gouvernement malgache, en tant que bénéficiaire du Fonds alloué au PMA/PIED, j’ai prononcé un discours relatant les actions menées par le Gouvernement malgache en matière de lutte contre la traite des êtres humains et invité la rapporteuse spéciale en la matière à venir à Madagascar.

Conférence sur les droits de la femme et les 17 objectifs de l’ODD lors de la célébration de la Journée de la femme de Mahazoarivo-Madagascar le 8 mars 2016

**Sir Nigel Rodley (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland)****List of most recent publications in the field :**

The Treatment of Prisoners under International Law (3rd edn., with Matt Pollard, OUP 2009)

The Routledge Handbook of International Human Rights Law (with Scott Sheeran, 2013)

‘UN Treaty Bodies and the Human Rights Council’, in Keller & Ulfstein, UN Human Rights Treaty Bodies (CUP 2012)

‘The Role and Impact of Treaty Bodies’ (in Oxford Handbook of International Human Rights Law, 2013)

‘The International Court of Justice and Human Rights Treaty Bodies’, in Andenas & Bjorge, A Farewell to Fragmentation (CUP 2015)

**Víctor Manuel Rodríguez-Rescia (Costa Rica)****Publicaciones más recientes en ese campo :**

Curso sobre Derechos Humanos (IJSA, Costa Rica, 2016).

Protocolo de Atención y Orientación Legal con Enfoque Intercultural dirigido a funcionarios del Sistema Estatal de Justicia del Perú. Eurosocietal/IDLO (2013).

Manual de Contenidos para el Docente. “Transversalidad de Grupos en Condición de Vulnerabilidad con énfasis en enfoque de género y niñez en conflicto con la ley penal”. Academia Nacional de Seguridad Pública. San Salvador, El Salvador (2013).

Módulo autofomativo sobre acceso a la justicia y derechos económicos, sociales y culturales. IIDH. 2010.

Fighting Impunity : Regional Study on Transitional Justice in the Americas. ISISC / EU. 2009.

Manual Autoformativo sobre Investigación de Casos de Trata de Personas. UNODC / ILANUD. 2009.

**Fabián Omar Salvioli (Argentina)****Publicaciones más recientes en ese campo :**

\* “The United Nations Human Rights Committee : Decisions taken in the proceeding of examination of periodic reports, to give useful effect to the International Covenant on Civil and Political Rights” ; en “L’homme et le droit” mélanges en honneur au professeur Jean François Flauss”, ed. Pédone, París, Francia (2014)

\* “Los Derechos humanos civiles y políticos en el sistema universal de protección” ; en : “Historia de los Derechos Fundamentales”, (Péces Barba, Gregorio, y otros, director) ed. Dykinson, Madrid, España (2014)

\* “Estándares internacionales en materia de derecho a la integridad : un recorrido por las decisiones tomadas en el marco de la Organización de las Naciones Unidas respecto de la República Argentina” ; en “Prevenir y sancionar la tortura en Argentina a 200 años de su prohibición” ed. Defensoría General de la Nación (2014)

\* “Protección de los derechos sociales en el Comité de Derechos Humanos de Naciones Unidas : la necesidad de fijar una estrategia a favor de la indivisibilidad e interdependencia de todos los Derechos humanos” ; en : “Tratado sobre protección de los derechos sociales”, (Manuel Terol Becerra, Luis Jimena Quesada, directores) ed. Tirant Lo Blanch, Valencia, España (2014)

\* “Jurisprudencia regional comparada de derechos humanos. El Tribunal Europeo y la Corte Interamericana” ; ed. Tirant Lo Blanch, Valencia, España (2013)

\* “El debido proceso legal : análisis desde el sistema interamericano y universal de derechos humanos” ; (2 tomos) edición conjunta, Comisión Interamericana de Derechos Humanos, Corte Interamericana de Derechos Humanos, Academy of Human Rights and Humanitarian Law WCL, Instituto de Derechos Humanos UNLP, Ministerio Público Fiscal CABA ; ed. Eudeba , Buenos Aires (2013)

### **José Manuel Santos Pais (Portugal)**

#### **List of most recent publications in the field :**

Childhood and Youth Bulletin (Infância e Juventude) (2005) – Direito à participação das crianças : um conto à procura dos seus autores (on child participation).

BMJ n° 302 (1981) – La prévention criminelle – conclusions du 5<sup>e</sup> Congrès de l’ONU sur la prévention criminelle et le traitement de délinquants : le cas portugais

Ministry of Justice Bulletin (BMJ) n° 295 (1980) – Le pacte international sur les DESC

### **Marat Sarsembayev (Kazakhstan)**

#### **List of most recent publications in the field :**

Published **437** research works on human rights in **12** languages of the world. The most recent and important of them are :

1. Being in the UNO. UN Committee on Human Rights : Feelings, Impressions, Analysis. Monograph. - Astana (Republic of Kazakhstan) : Bolashak Consulting Group, 2014. – 456 pages ;

2. The Human Rights (the book). - Almaty (Kazakhstan) : Science, 1999. – 203 pages ;

3. Human rights. - In the book : M. Sarsembayev. International law (408 pages). - Almaty : Jety Jargy. – 2009. - Pp. 115-139 ;

4. Interaction of Ombudsman, National State Bodies and the Civil Society in the Light of the Paris Principles. - In the journal : Bulletin of the Ombudsman on Human Rights in the Republic of Kazakhstan. - Astana (Kazakhstan). - 2011. - Issue No. 1 (22). — Pp. 10-12 ;

5. A Differentiated Approach, Standards - International (on the UN Human Rights Committee). - In the newspaper : Kazakhstanskaya Pravda. - Astana. - 2012. - May 11. - P. 14. Volume - 1 newspaper page (5 pages) ;

6. Constitutional and International Legal Framework of Civil and Political Rights in Kazakhstan. - In the book : Constitutional Legality - the Basis of Law and Individual Liberty. - Astana : Eurasian National University named after L.N. Gumilev, 2012. - Pp. 146-152 ;

7. Problems on Bringing the National Legislation in the Sphere of Human Rights in Accordance to the Accepted International Commitments and International Standards

- (chapter III). - In the book : Implementation of human rights in the Republic of Kazakhstan by means of international instruments. Monograph. – Astana (Kazakhstan) : SI «Institute of legislation of the Republic of Kazakhstan», 2011. – Pp. 78-127 ;
8. The Right to Elect and to be Elected. – In the newspaper : Kazakhstanskaya Pravda. National daily newspaper of the Republic of Kazakhstan. - Astana (Казахстан). – 2011. - № 165 (25586). – 24 May. – P. 4 ;
9. International law in the history of Kazakhstan and Middle Asia, including human rights. Textbook. - Astana (Kazakhstan) : Foliant, 2011. – 200 pages ;
10. Religious Extremism is Incompetible with Human Rights. - In the newspaper : Chelovek i zakon (Human being and Law). – Astana (Kazakhstan). – 2011. – № 25. – 1 December. – P. 8 ;
11. Comment to Article 7. – In the book : Comments to the Law of the Republic of Kazakhstan «On the State guarantees of the Equal Rights and Equal Possibilities of the Men and Women». Editors-in-Chief are M.A.Sarsembayev and N.N.Turetskiy. – Astana : National Commission on the Deals of Women and family-demographic Policy at the President of the Republic of Kazakhstan, 2011. – Pp. 39-47 ;
12. In the Parliamentary election the Observers have the Status, Basic Rights and Obligations. In the Kazakh language. – In the newspaper : Aykyn (the republican social political newspaper). – Almaty (Kazakhstan). – 2012. – № 5 (1916). – 11 January . – P. 3. Volume - 1 newspaper page (6 pages) ;
13. On the Road to Service State. - In the newspaper : Kazakhstanskaya Pravda (The national daily newspaper of the Republic of Kazakhstan). - Astana (Kazakhstan). - 2012. - № 159-160 (26978-26979). - May 30. - P. 14 ;
14. Civil and Political Rights – to the Level of Standards of the International Covenant. – In the newspaper : The Human Being and Law. – Astana (Kazakhstan). - 2012. – № 11. – 29 May. – P. 8 ;
15. Counteraction to Torture within the Law. - In the newspaper : Legal newspaper. - Almaty (Kazakhstan). - 2012. - № 70. - May 17. - Pages 1 and 3. Volume - two newspaper pages ;
16. Election of Local Authorities : Issues of Legislative Regulation. – In the book : Election and other forms of direct democracy in local self-government : modernization, efficiency and responsibility. International scientific and practical conference. City of Samara, June 2-5, 2011. Edited by Candidate of Law, professor V.V.Polyanskiy, Candidate of Law V.E.Volkov. - Samara (Russian Federation) : Publishing House “Samara University”, 2012. – Pages 80-84 ;
17. Democratic Development of the Electoral Process in the Republic of Kazakhstan (in light of national and international law, on the example of the parliamentary elections). – In the book : Legal literacy of electorate - an important factor in the democratic development of the Kazakhstan’s electoral system and in activity of voters. Collection of analytical articles and materials. Under the general editorship of Director of the project of the UNDP and the Central Election Commission of Kazakhstan (CEC), a member of the RK CEC M.A.Sarsembayev. - Astana (Kazakhstan) : UN Development Program supported by UN Democracy Fund, the Central Election Commission of the Republic of Kazakhstan, 2012. - Pages 39-108 ;
18. Liberty and Security of Person Rights : International Sight and as Understood in Kazakhstan. - The text of report which delivered by M.A.Sarsembayev in the International conference, organized by the UN Human Rights Committee in the Palace of Nations of the European department of the UN on 25 October 2012 in Geneva (Switzerland). The

responsible organizer is the member of UN Human Rights Committee, Professor, expert in human rights of the Law school of the Harvard University Jerald Newman. The report is posted (published) in the website of the UN Human Rights Committee in English :

[http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/othercontributions\\_discussion2012.htm](http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/othercontributions_discussion2012.htm) -

Geneva (Switzerland). - 2013. – 4 pages ;

19. Human Rights and the UN Human Rights Committee (in English). - In the newspaper : The Astana Times (Время Астаны). - Astana (Kazakhstan). - 2012. - № 10 (21). - December 10. – P. 7. Volume - 1 newspaper page (4 pages) ;

20. Correlation of the Human Rights in Kazakhstan's Constitution and in the International Legal system. - In the compendium : Papers of the international scientific-practical conference «The Constitution - the basis of social modernization of society and the State», dedicated to the Constitution Day of the Republic of Kazakhstan. 30-31 August 2012 - Astana, Almaty. - Astana-Almaty (Kazakhstan) : Gumilyov Eurasian National University, 2012. – Pp. 206-216 ;

21. How More Effectively Combat Torture, Promote Women's Rights : the Answers to these Questions were Sought at the Geneva Seminar. - In the newspaper : Human Being and the Law (Republican weekly legal newspaper.) - Astana (Kazakhstan). - 2012. - № 32. - 27 December. - P. 2. Volume - one newspaper page (5 pages) ;

22. Rights and Duties of International Election Observers in the Legislation of Kazakhstan, in the OSCE Space and its Instruments (correlation and comparative analysis). – In the compendium : Rights and duties of election observers : the Kazakhstan and international experience. Reports and speeches of the participants of the seminar-workshop. Astana, 29 November 2012. - Astana (Kazakhstan) : The Central Election Commission of the Republic of Kazakhstan, 2012. - Pp 6-16 ;

23. Principles of the UN of 2011 and their implementation in the humanitarian and business legislation of the Republic of Kazakhstan (in French) - Principes directeurs de l'ONU de 2011 et leur mise en œuvre via les normes humanitaires et les normes réglementaires dans le domaine des affaires de la République du Kazakhstan. - Published by official posting on the web site : /EN/Issues/Business/Pages/ForumSubmissions.aspx under the title : «Written submissions by participants and other stakeholders to the Forum on Business and Human Rights, 4-5 December (2012)», UN - Including Treaty Bodies and Special Rapporteurs, Submission from M. A. Sarsembaïev». - Geneva (Switzerland) : **United Nations, Human Rights Council**, 2012. - 3 pages ;

24. Economic Human Rights in Kazakhstan in the Light of International Law. - In the collection : Human rights as the highest achievement of mankind. Collection of the international scientific-practical conference. Astana, Kazakhstan, December 2, 2011. - Moscow (Russian Federation) : Peoples' Friendship University, 2012. - Pp. 42-45 ;

25. Cooperation of UN Agencies, the CIS Region and Kazakhstan on Human Rights, including their Use in Business. - In the compendium : International scientific conference "Social and legal modernization – a key priority of the development of Kazakhstan's society". Almaty, 28 December 2012. – Almaty (Kazakhstan), University named after D.A. Kunaev, 2012. – Pp. 34-43 ;

26. Ensuring the Right of Access to the Public and Judicial Information as an International Obligation of the Republic of Kazakhstan. – In the compendium : Simple and clear on the right to freedom of information. Proceedings of the round table "Access to information : the implementation of constitutional law in the interests of civil society." Organized and conducted under the auspices of USAID, "Soros-Kazakhstan" Fund, the Canadian Embassy in Kazakhstan, UNESCO (the Almaty Office), the OSCE Centre in Astana, Human Rights

in the UN, Internews, Internews (Local Voice. Global change). – Astana (Kazakhstan). – 2013. – Pp. 21-27 ;

27. Do the conventions of the International Labour Organization need to be improved (in English). – In : Kazakh civilization (the scientific journal of the University “Kaynar”). – Almaty (Kazakhstan). – 2013. – № 1 (50). – P. 25-31 ;

28. Kazakhstan : to the Practical Heights of International Law (on the UN Human Rights Committee). – In the journal : Law and State (research publication of the Kazakh Humanitarian Law University). – Astana (Kazakhstan). – 2013. – № 1 (58). – Pp. 39-42 ;

29. Judicial Mechanisms for the Protection of Human Rights in the Field of Entrepreneurship based on the UN Guiding Principles . - In the compendium : Proceedings of the International Expert Conference “Realization in Kazakhstan of Guiding Principles on Business and Human Rights : the Framework Convention of the United Nations “Protect, respect and remedy”. - Almaty : Legal Policy Research Centre, the British Embassy in Astana, the OHCHR Regional Office for Central Asia, 2013. - Pp. 136-142 ;

30. Human Rights in Kazakhstan - from Eurasianship to world community. - In the newspaper : Human being and the Law. Republican weekly legal newspaper. - Astana (Kazakhstan). - 2013. - № 32. - December 12. - P. 4. Volume - 1 newspaper page ;

31. Law-normative Future of Kazakhstan. - In the compendium : Proceedings of the international scientific-practical conference dedicated to the 20-th anniversary of the Institute of Legislation of the Republic of Kazakhstan. Actual problems of improving the legislation of the Republic of Kazakhstan under the new policy. Astana, the conference hall of the hotel “Radisson”, May 31, 2013. - Astana (Republic of Kazakhstan). - 2013. - Pp. 17-19 ;

32. 65 Years of the Universal Declaration on Human Rights and Kazakhstan's Contributions (in English). – In the newspaper : The Astana Times. - Astana (Republic of Kazakhstan). – 2013. - № 22 (43) . - December 25. - P. 6. Volume – 0.5 newspaper page ;

33. Implementation by the Republic of Kazakhstan of the OSCE International Obligations on the Management of the Country and the Electoral Rights of a Human Being and a Citizen. - In : Electoral human rights of a human being and a citizen in the domestic and international election observation. - Astana ( Kazakhstan ) : The Central Election Commission of the Republic of Kazakhstan , 2013. - Pp. 65-88 ;

34. Documents of the UN and OSCE governing international supervision of the implementation of the electoral rights of a human being and a citizen in the elections. - In : Electoral human rights of a human being and a citizen in the domestic and international election observation. - Astana ( Kazakhstan ) : The Central Election Commission of the Republic of Kazakhstan , 2013 . - Astana ( Kazakhstan ) : The Central Election Commission of the Republic of Kazakhstan, 2013 . - Pp. 10-31 ;

35. Interaction of the Kazakhstan and International Law on Human Rights Issues . – In the compendium : Actual problems of modern international law : Materials of XI annual international scientific - practical conference dedicated to the memory of Professor I.P. Blischenko : in 2 parts. Executive editor is A. H. Abashidze. - Moscow, April 12-13, 2013. – Moscow (Russian Federation) : Russian Peoples' Friendship University , 2014 . - Pp. 109-121 ;

36. Constitutional-legal and International Legal Protection of Human Rights in the Energy Sector. – In the compendium : Collection of materials of the international scientific-practical conference «Constitutional and legal framework for the protection of human rights». University KazHLU. Republican Chamber of Notaries. - Astana (Republic of Kazakhstan) : TOO «KazHLU Consulting Ltd», 2015. - Pp. 9-17 ;

37. The Correlation of the Legislation of the Republic of Kazakhstan and a Number of the OSCE Member States to Comply with the Electoral Rights of Women, Youth and Socially Vulnerable Groups in the Light of the Documents of the UN and the OSCE. – In the compendium : The observation of the electoral rights of women, youth and socially vulnerable groups. - Astana (Kazakhstan) : The Central Electoral Commission of the Republic of Kazakhstan with the support of the OSCE Office programs in Astana, 2015. - P. 51-78. Volume - 28 pages ;

38. European Convention on the Family, Family Relations : the Way They are Seen in Kazakhstan. – In the compendium : The traditional values are the basis of modern international law. Round tables on April 11 and October 30, 2015 in the framework of the XIII International Congress «Blischenko readings». Russian Peoples' Friendship University. Edited by A.H. Abashidze, N.S. Semenova, E.V. Kiseleva. – Moscow (Russian Federation) : Publishing House «Pokrov PRO», 2016. - Pp. 191-198 and others.

### **Anja Seibert-Fohr (Germany)**

#### **List of most recent publications in the field :**

- Judgments of the European Court of Human Rights – Effects and Implementation, 319 pp., together with Mark E. Villiger (ed.) (Ashgate/Nomos 2014)
- International Judicial Ethics, in The Oxford Handbook of International Adjudication, pp. 757-778 (Oxford 2013)
- Judicial Independence in Transition, 1378 pp. (Springer 2012)
- The International Covenant on Civil and Political Rights : Moving from Coexistence to Cooperation and Solidarity” in Koenig/Stoll/Roeben/Vöneky/Seibert-Fohr/Matz-Lück/ Hestermeyer (eds.), Coexistence, Cooperation and Solidarity (Nijhoff 2011)
- The Rise of Equality in International Law and its Pitfalls : Learning from Comparative Constitutional Law, 35 Brooklyn Journal of International Law, pp. 1-39 (2010).
- Prosecuting Serious Human Rights Violations (Oxford University Press 2009)

### **Yuval Shany (Israel)**

#### **List of most recent publications in the field :**

The Effectiveness of the Human Rights Committee and the Treaty Body Reform, in *Der Staat im Recht*, 70, (M. Breuer *et al* eds., 2013) 1307 ; Taking Universality Seriously : A Functional Approach to Extraterritoriality in International Human Rights Law, 7 The Law and Ethics of Human Rights (2013) 27 ; Assessing the Effectiveness of International Courts (OUP, 2014) ; Questions of Jurisdiction and Admissibility before International Courts (CUP, 2016).